

# Le Panorama de presse quotidien de la Région Hauts-de-France



Réalisé par le service Presse de la  
Direction de l'Information et de l'Accueil

---

## 13 décembre 2016

---



*Ce Panorama de presse est constitué d'une sélection d'articles issus des presses quotidiennes nationales et régionales Nord Pas de Calais - Picardie, classés par thème.*

Pour tout complément d'information :

Direction de l'Information et de l'Accueil  
Service Presse  
Poste (4)6741, (4)6742, (4)6744  
[Panoramapresse@nordpasdecalaispicardie.fr](mailto:Panoramapresse@nordpasdecalaispicardie.fr)  
151 Avenue du Président Hoover - Lille



# SOMMAIRE

---

---

## P - EMPLOI ET DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

(5 articles)

---

---



mardi 13 décembre  
2016

### En dix ans, la pépinière d'entreprises a créé de l'emploi

(521 mots)

Créapôle, un nom qui ne parle pas forcément au grand public mais qui raisonne avec la création d'entreprises. La zone Créap...

Page 9



mardi 13 décembre  
2016

### Il reste encore six cellules de libre

(318 mots)

Dix ans après la mise en place de la pépinière d'entreprises de la Thiérache du centre, le directeur de la structure interc...

Page 10



mardi 13 décembre  
2016

### La page Franprix se referme

(233 mots)

La fermeture rocambolesque du Franprix restera sans nul doute l'événement qui aura marqué les habitants de la commune en 20...

Page 11



mardi 13 décembre  
2016

### Les discriminations à l'embauche persistent

(734 mots)

Une même offre d'emploi, deux postulants affichant le même CV mais des résultats différents. L'étude réalisée a la demande...

Page 12



mardi 13 décembre  
2016

### Le CV anonyme ne s'est pas imposé

(193 mots)

Mars 2006. Après les émeutes dans les banlieues françaises, la loi sur l'égalité des chances rend obligatoire le recours a...

Page 13

---

---

## VP2 - TRANSPORTS, INFRASTRUCTURES DE TRANSPORT...

(6 articles)

---

---



mardi 13 décembre  
2016

### 534 emplois dans la région à la SNCF en 2017

(420 mots)

Guillaume Pepy ne s'est pas déplacé samedi dans les Hauts-de-France les mains vides. Il a amené avec lui 534 emplois à pour...

Page 15



mardi 13 décembre  
2016

### Bruxelles engage l'acte final de la casse du rail public

(979 mots)

Un serpent de mer. En discussion depuis janvier 2013, le quatrième paquet ferroviaire, débattu au Parlement européen et vot...

Page 16

**l'Humanité**

mardi 13 décembre  
2016

### Libéralisé en 2006, le fret ferroviaire licencie massivement

(616 mots)

Page 18

Alors que le Parlement européen s'apprête à voter l'ouverture à la concurrence des transports ferroviaires nationaux de voy...

**l'Humanité**

mardi 13 décembre  
2016

### Transport de marchandises : changeons d'ère !, la parole des cheminots contre la destruction du fret (139 mots)

Page 19

La destruction organisée du fret ferroviaire, Gilles Balbastre l'a mise en images, promenant sa caméra dans les gares de tr...

**L'AISNE  
NOUVELLE**

mardi 13 décembre  
2016

### La patate très chaude des transports scolaires (757 mots)

Page 20

Le conseil départemental a liquidé les affaires courantes. Avant la fin de l'année civile, il a suffi d'une matinée, lundi,...

**L'union**

mardi 13 décembre  
2016

### Transports scolaires, l'Aisne veut l'équité (491 mots)

Page 21

C'est toujours le grand flou autour des transports scolaires. Malgré une session spécifique du conseil départemental, hier,...

---

---

## VP3 - FUSION, ADMINISTRATION GÉNÉRALE, AFFAIRES JURIDIQUES...

(1 article)

**L'union**

mardi 13 décembre  
2016

### La Région délocalise à Gouraud (652 mots)

Page 23

Le parc Gouraud s'est doté, hier, d'une antenne du conseil régional. Celle-ci est la seconde de la région Hauts-de-France, ...

---

---

## VP4 - DÉVELOPPEMENT DURABLE, TRI, TRANSITION ÉNERGÉTIQUE...

(8 articles)

**Courrier  
picard**

mardi 13 décembre  
2016

### L'électricité devient intelligente (500 mots)

Page 25

À quelques mètres des installations, des vaches paissent tranquillement, indifférentes au cortège officiel. Ce lundi 12 déc...

**Courrier  
picard**

mardi 13 décembre  
2016

### Le «bois de la belle épine» modèle économique et écologique

(668 mots)

Page 26

Exploitation des forêts et préservation de l'environnement font parfois bon ménage. Secrétaire d'État chargée de la Biodive...

### Lauréat du Challenge du sylviculteur 2016 (107 mots)

Lauréat du Challenge du sylviculteur 2016 Propriétaire et gestionnaire du «bois de la belle épine», Alexis Ducouso a reçu ...

Page 27

### Phytoprotecteurs : la révolution verte s'impose aux collectivités

(652 mots)

Exit les pesticides, herbicides et autres fongicides. Au 1er janvier 2017,...

Page 28

### Nova-Flore végétalise les no man's land urbains (457 mots)

Pionnier des jachères fleuries, pour l'agriculture ou l'apiculture, Nova-F...

Page 29

### Pavés, serres, pieds des arbres, la lutte contre les mauvaises herbes est large (727 mots)

La nature germe sous les pavés de Versailles Versailles ne se résume pas à son château et à son parc. C'est aussi une ville verte qui gère p...

Page 30

### La Mairie de Paris estime avoir tourné la page des herbicides

(392 mots)

« Il y a bien encore quelques visiteurs de nos cimetières qui rouspètent ...

Page 31

### Les auxiliaires de Koppert soignent les arbres (463 mots)

Rendez-vous de chantier sur le boulodrome de Cavaillon. Autour du maire et...

Page 32

---

---

## VP8 - CULTURE

(1 article)

---

---

### Rénovation du clocher: le chantier du siècle pour la commune

(382 mots)

SAINT-PYTHON. «Ce clocher (NDLR: il date de 1757) est malade, bien malade même», analyse Jean. Le chef de chantier sait ce ...

Page 34

---

---

## VP10 - ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR, RECHERCHE, UNIVERSITÉS

(1 article)

---

---

**LA VOIX DU NORD**

mardi 13 décembre  
2016

### Toujours des inquiétudes sur le sort de l'École supérieure d'art

(521 mots)

par Anne Courtel [tourcoing@lavoixdunord.fr](mailto:tourcoing@lavoixdunord.fr) TOURCOING. Régulièrement le ciel au-dessus de l'école d'art supérieur (ESA) de T...

Page 36

---

---

## VP11 - LYCÉES

(1 article)

---

---

**Courrier  
picard**

mardi 13 décembre  
2016

### La Ramée: reprise des Terminales (327 mots)

Après une inspection du bâtiment A du lycée La Ramée, le proviseur a décidé d'une première mesure, lundi 12 décembre. Tous ...

Page 38

---

---

## VP12 - RÉNOVATION URBAINE, LOGEMENT, INNOVATION NUMÉRIQUE...

(2 articles)

---

---

**Courrier  
picard**

mardi 13 décembre  
2016

### prendre garde à la tour (589 mots)

La Tour Perret compte 27 étages et est classée immeuble de grande hauteur (IGH) accueillant du public. Elle a deux ascenseu...

Page 40

**Courrier  
picard**

mardi 13 décembre  
2016

### «Nous pouvons revaloriser les logements de la tour» (339 mots)

Le directeur de Picardie Pass Rénovation (PPR), Vincent Pibouleu, livrera un état de santé complet de la tour, avec son pro...

Page 41

---

---

## VP13 - JEUNESSE ET SPORTS

(5 articles)

---

---

**LA VOIX DU NORD**

mardi 13 décembre  
2016

### Contre le «racket» de l'UEFA, la Région aidera les kiosques du stade (548 mots)

PAR STÉPHANE HUBIN [villenevedascq@lavoixdunord.fr](mailto:villenevedascq@lavoixdunord.fr) Villeneuve-d'Ascq. Avant même de parler football, spectacle et conviviali...

Page 43

**LA VOIX DU NORD**

mardi 13 décembre  
2016

«Ils m'ont interdit de venir travailler» (301 mots)

Les commerçants des kiosques du stade n'ont pas seulement en travers la gorge le fait d'avoir été obligés de payer pour pou...

Page 44

**LE FIGARO**

mardi 13 décembre  
2016

Emploi des jeunes : le grand échec de François Hollande

(101 mots)

...

Page 45

**LE FIGARO**

mardi 13 décembre  
2016

Promessesde campagne (102 mots)

■ ENGAGEMENT 33 Je proposerai un contrat de génération pour permettre l'em...

Page 46

**LE FIGARO**

mardi 13 décembre  
2016

Pour les bénéficiaires de la Garantie jeunes, le plus dur commence... (1233 mots)

Jamel Debbouze, Zinédine Zidane, Maître Gims. Les silhouettes du comédien, ...

Page 47

---

## POLITIQUE RÉGIONALE

(7 articles)

---

**LA VOIX DU NORD**

mardi 13 décembre  
2016

Un an après, la Région a changé de visage (645 mots)

Par sébastien leroy sebastienleroy@lavoixdunord.fr région. «Ce soir, ce n'est pas la victoire des partis politiques, ce n'e...

Page 50

**LA VOIX DU NORD**

mardi 13 décembre  
2016

Le FN peine à être entendu et pour cause... (449 mots)

RÉGION. «Vous déciderez de la tonalité.» En ce 4 janvier, premier jour de nouvelle mandature, la fin de séance se tend. Fus...

Page 51

**LA VOIX DU NORD**

mardi 13 décembre  
2016

Aujourd'hui, c'est le premier «vrai» budget (343 mots)

La nouvelle majorité avait insisté en avril: le budget 2016 n'était pas réellement le sien car plombé par l'ardoise laissée...

Page 52

**Le Monde**

mardi 13 décembre  
2016

Xavier Bertrand, le " maire " sans étiquette (1287 mots)

Balayée. En cette fin du mois de décembre 2015, la gauche est à terre en Hauts-de-France. La nouvelle grande région, union...

Page 53

**Courrier  
picard**

mardi 13 décembre  
2016

La Région vote son premier vrai budget (552 mots)

Un peu plus de 120 M€ d'économies sur les dépenses de fonctionnement, 47 M€ de moins sur l'investissement. Et ce n'est qu'u...

Page 55

**LA VOIX DU NORD**

mardi 13 décembre  
2016

Législatives: Yvan Hutchinson, futur suppléant de Karine Charbonnier? (419 mots)

PAR GILLES CONTRAIRE armentieres@lavoixdunord.fr armentériois. Quand on les avait vus arriver ensemble à la rédaction pour ...

Page 56

**Les régions, laboratoires de la droite pour 2017** (1284 mots)

« Parler vrai » et « agir vite ». Ce slogan, choisi par Bruno Retailleau lors de la campagne des régionales, l'an passé, a m...

Page 57

---

---

**POLITIQUE NATIONALE**

(2 articles)

**Les questions de société divisent le FN** (756 mots)

Pour que Marine Le Pen elle-même reconnaisse une « petite friction » et l'existence de « sensibilités différentes » au...

Page 60

**IVG, l'évolution des programmes du FN** (169 mots)

En 2002 : « Les lois sur l'IVG seront abrogées . » En 2007 : « La lé...

Page 61

---

---

**VIE DES RÉGIONS**

(2 articles)

**Un nouveau cycle pour les universités** (1213 mots)

La création de la région Grand-Est, produit de la réunion des anciennes -régions -Alsace, Lorraine et Champagne-Ardenne, va...

Page 63

**Enseignement supérieur : la conquête des pôles** (445 mots)

Soucieux de donner des gages d'unité à leur nouvel interlocuteur régional, les cinq présidents des universités du Grand-Est...

Page 65

---

P - EMPLOI ET  
DÉVELOPPEMENT  
ÉCONOMIQUE

---



## En dix ans, la pépinière d'entreprises a créé de l'emploi

**C**réapôle, un nom qui ne parle pas forcément au grand public mais qui raisonne avec la création d'entreprises. La zone Créapôle, située sur la zone d'activité de Vervins abrite depuis une décennie un vaste bâtiment aux lignes futuristes, c'est la pépinière d'entreprises, un lieu réservé aux jeunes pousses.

### «Ça répond à nos besoins»

Ici tout est mis en commun pour faciliter la vie aux entrepreneurs qui se lancent dans cette aventure. René Bucher a intégré les lieux il y a tout juste deux semaines. Sa mission est de développer l'entreprise pour laquelle il travaille sur le nord de la France, c'est-à-dire les Hauts-de-France et la Champagne-Ardenne, «comme on a déjà quelques clients sur le nord de la France, l'entreprise dont le siège social est situé dans les Vosges souhaitait ouvrir une nou-

velle agence. Vervins est géographiquement bien située, à 2 heures de Lille, 1 h 30 de Charleville et 1 h de Reims explique René Bucher, heureux d'avoir intégré Créapôle qui offre la possibilité d'avoir un bureau, un local technique, le tout sécurisé et pour un budget très intéressant. Ça répond à nos besoins.» L'entreprise Europoudrage est spécialisée dans le poudrage électrostatique, une méthode de peinture industrielle qui consiste à projeter de la poudre sur des pièces métalliques qui sont ensuite cuites. Son arrivée sur le secteur va lui permettre de prospecter les entreprises locales avec l'aide de la Chambre de commerce et d'industrie de l'Aisne. Localement, si l'entreprise arrive à se développer, elle envisage déjà d'embaucher quelques techniciens. Un des voisins d'Europoudrage au sein de la pépinière est l'entreprise Picardie emballages qui existe depuis trois ans. Éric Lamendin est le gérant de cette société spé-

cialisée dans la commercialisation de produits d'emballages pour l'industrie essentiellement locale. «Ici j'occupe un bureau de 200 M2 de stockage dans un bâtiment industriel, c'est l'endroit idéal avec des tarifs intéressants explique-t-il, lui qui après trois ans de bons et loyaux services au sein de la structure doit envisager l'avenir, «j'étudie l'avenir pour voir ce que je peux faire.» En plus de ses locaux en Thiérache et ses clients locaux comme la Crb, Acmt ou Eberspecher, Éric Lamendin développe le national grâce à son site internet et à son bon référencement. Ce qu'il apprécie au sein de l'endroit c'est aussi des rencontres autour d'un petit-déjeuner, un barbecue ou la galette des rois ce qui permet de discuter et d'échanger avec les responsables de la structure intercommunale et les autres chefs d'entreprise car c'est aussi ça la vie en commun d'une pépinière. Jérôme Hemard ■



## Il reste encore six cellules de libre

Dix ans après la mise en place de la pépinière d'entreprises de la Thiérache du centre, le directeur de la structure intercommunale dresse un bilan plutôt positif de la démarche, malgré un démarrage difficile, «les premières entreprises ont rejoint la pépinière en octobre 2006. Jusqu'en 2008, ce n'était pas évident car certaines entreprises n'étaient pas suffisamment viables pour perdurer mais ensuite jusqu'à 2014, la pépinière était remplie constamment, avec parfois l'obligation de créer des cloisons pour agrandir les espaces» détaille Sébastien Carton. Depuis 2014, la demande est moindre

avec une tendance à la reprise depuis la rentrée. Deux nouvelles cellules vont être prochainement occupées mais il s'agit d'associations. Durant une période, certaines associations ou structure comme Pole emploi ou le pays de Thiérache occupaient les lieux. Ce n'est presque plus le cas aujourd'hui. En dix ans, 32 entreprises et 8 autres structures ont fréquenté la pépinière. Aujourd'hui, la pépinière de la Thiérache du centre propose encore six cellules de libre sur les 23 qu'elle possède. Le but de cette espace est de pouvoir bénéficier de bureaux à des loyers défiant toute concurrence les premières années de

démarrage avec des espaces communes comme le secrétariat ou le bâtiment de stockage. Quand l'intercommunalité fait les comptes elle estime à une trentaine d'emplois créée sur des dix ans avec des succès et des échecs. Pour la collectivité, ce tremplin économique a un coût, 100 000 € par an en fonctionnement malgré les loyers, «on paye des charges de fonctionnement et on rembourse des emprunts jusqu'à 2024 ce qui nous coûte de l'argent» conclut Sébastien Carton. ■



## La page Franprix se referme

**L**a fermeture rocambolesque du Franprix restera sans nul doute l'événement qui aura marqué les habitants de la commune en 2016. Annoncée à la mi-février, pour une application le 1er mars, la disparition de la supérette de proximité avait alors mobilisé habitants, scandalisés devant tant de brutalité. Reportée au 2 avril, puis à la fin du mois de juin lorsque le groupe Carrefour a annoncé son intention de reprendre le site, la fermeture du magasin a finalement eu lieu en septembre. Ce feuilleton

avait aussi mobilisé les élus qui, à différents niveaux, s'étaient aussi levés contre la désertification des zones rurales.

### Une inauguration pour tourner la page

Après quelques semaines de travaux et d'aménagements, le magasin, désormais sous l'enseigne Carrefour contact, va donc ouvrir ses portes mercredi 14 décembre. La veille, en soirée, une inauguration symbolique,

à la salle des fêtes, permettra de tirer définitivement un trait sur la page Franprix. Reste maintenant, comme l'a souligné le président de Région Xavier Bertrand, à voir la population «jouer le jeu», sinon le nouveau site risque, à terme, de prendre le même chemin que son prédécesseur. À noter qu'un distributeur automatique de billets puis, dans logiquement quelques mois, une station-service, compléteront les lieux. De notre correspondant Sylvain Duquenne ■



## Les discriminations à l'embauche persistent

Un candidat avec un nom maghrébin a nettement moins de chance d'être invité à passer un entretien. C'est ce que confirme une étude menée auprès de grandes entreprises.

Une même offre d'emploi, deux postulants affichant le même CV mais des résultats différents. L'étude réalisée à la demande du ministère du travail souligne la persistance de la discrimination à l'embauche, y compris dans les plus grandes entreprises qui semblaient a priori mieux armées pour combattre ces inégalités liées à l'origine.

Pour cette opération, le ministère a chargé l'association ISM-Corum de mener une enquête à grande échelle en s'entourant de toutes les précautions scientifiques. Contrairement à la plupart des « testings » déjà effectués sur cette problématique, l'étude s'est faite en se concentrant sur des entreprises de plus de 1 000 salariés permettant ainsi de multiplier à chaque fois les candidatures, sur 30 à 40 postes différents sur une période de 4 mois.

Au total, ce sont ainsi 1 500 paires de CV comparables qui ont été envoyées, avec à chaque fois le même sexe, le même âge, la même nationalité française, la même formation, la même expérience professionnelle et le même lieu ou quartier de résidence. Seul le nom différait : l'un « hexagonal », l'autre « maghrébin ». Le résultat s'avère sans appel : Céline Parmentier et Guillaume Clerc ont été bien plus souvent invités à passer un entretien que Djamilia Bachiri et Malik Bouna.

Sur 1 500 offres auxquelles ont été adressés les CV tests, les refus via

une réponse négative (ou plus souvent encore par absence de réponse) ont été identiques pour la paire de candidats dans 44 % des cas. À l'inverse, dans 27 % des cas, tous deux ont été invités à venir passer un entretien. Reste donc 29 % de cas où les réponses divergent. Pour 20 % des annonces, le nom « hexagonal » est retenu alors que son jumeau « maghrébin » ne passe pas la barrière de la première sélection. L'inverse se produit dans seulement 9 % des cas.

Cet écart de 11 points est « statistiquement significatif », constate la Dares, le service statistique du ministère qui a publié hier l'étude. Il se retrouve d'ailleurs aussi bien pour les annonces concernant des postes de « managers » que d'employés, aussi bien pour les hommes que pour les femmes. En revanche, constate le ministère, les résultats diffèrent fortement d'une entreprise à l'autre, culminant à 35 points dans le pire des cas.

Douze entreprises se singularisent ainsi par des résultats « particulièrement mauvais ». Pourtant, le ministère du travail refuse d'en donner la liste ou même de citer les secteurs d'activité concernés. « Nous ne voulons pas jeter de noms en pâture », justifie l'entourage de Myriam El Khomri. Le ministère refuse également de nommer les entreprises exemplaires, celles où les discriminations se sont avérées inexistantes.

De même, le ministère écarte totalement l'idée de poursuivre les entreprises défaillantes, alors même que la discrimination à l'embauche constitue un délit. « Il n'y avait pas de vraies personnes derrière ces CV, il n'y a pas eu de candidats vraiment discriminés. Nous ne pouvons donc pas conduire d'action en justice », plaide le cabinet de la ministre.

Le ministère assure qu'il préfère pousser les entreprises à changer leur pratique. Toutes celles qui ont été soumises à ce test ont donc été invitées à venir discuter de leurs résultats. Les bons élèves ont ainsi pu expliquer les politiques qu'ils avaient menées pour assurer l'égalité dans leur processus de recrutement. « La formation des recruteurs à la non-discrimination fait partie des pratiques qui montrent leur efficacité », analyse ISM-Corum.

Les « mauvais élèves », eux, sont priés de mettre au point au plus vite « un plan d'action correctif ». Ils ont jusqu'au début 2017 pour présenter leur copie qui sera examinée par un comité composé d'experts et de représentants du Défenseur des droits, avec lequel le ministère du travail a signé hier une convention contre les discriminations dans l'emploi. Si les propositions sont jugées insuffisantes, alors le ministère menace de changer de ligne et de « désigner publiquement » les récalcitrants. ■

par Mathieu Castagnet



REPÈRES

## Le CV anonyme ne s'est pas imposé

**M**ars 2006. Après les émeutes dans les banlieues françaises, la loi sur l'égalité des chances rend obligatoire le recours au CV anonyme pour les entreprises de plus de 50 salariés. Les décrets n'ont jamais été publiés.

Novembre 2009. Pôle emploi l'expérimente pendant un an.

Mai 2011. Le rapport conclut qu'il « dégrade les perspectives des candidats issus de l'immigration ».

Juillet 2014 : Saisi par la Maison des Potes, le Conseil d'État ordonne au gouvernement la mise en œuvre du dispositif. Ce dernier met en place un groupe de travail réunissant associations, syndicats et représentants du patronat.

Mai 2015. Le groupe de travail se prononce « majoritairement contre le caractère obligatoire de l'anonymisation des CV ».

29 mai 2015. Le caractère obligatoire est supprimé par les députés.

Novembre 2016. Le projet de loi égalité et citoyenneté prévoit que dans les entreprises employant au moins 300 salariés, les recruteurs devront recevoir une formation à la non-discrimination à l'embauche au moins tous les cinq ans. ■



---

---

VP2 - TRANSPORTS,  
INFRASTRUCTURES DE  
TRANSPORT...

---

---

## 534 emplois dans la région à la SNCF en 2017

Guillaume Pepy ne s'est pas déplacé samedi dans les Hauts-de-France les mains vides. Il a amené avec lui 534 emplois à pourvoir en 2017 dans la grande région. Plus de 300 à la SNCF elle-même, 230 dans sa filiale de transport routier de voyageurs, Kéolis. En Hauts-de-France, la SNCF, avec ses 20 400 salariés, figure parmi les trois premiers employeurs. «Ce sont des emplois stables, pérennes», indique le président de l'entreprise nationale. «Avec ces 534 postes ouverts pour l'année 2017, nous préparons le développement de notre activité. Nous recrutons tantôt au statut, tantôt en CDI. Il n'y pas de CDD chez nous.» L'entreprise recrutera 120 personnes au sein de SNCF Réseau. Pas moins de 80 agents de travaux sur les voies, 35 aiguilleurs,

une dizaine d'ingénieurs... Tous les métiers de l'infrastructure sont concernés. A fortiori dans une période où SNCF Réseau met les bouchées doubles pour rattraper le retard accumulé en matière de maintenance du réseau. Par ailleurs, l'entreprise recrutera 184 personnes chez SNCF-Mobilités, l'entité chargée de faire rouler les trains. Parmi lesquels 24 opérateurs de production fret, 30 ingénieurs au sein de ses technicentres industriels de maintenance pour le matériel et 70 conducteurs dont une dizaine pour le fret, les autres pour le voyageurs. S'y ajouteront 60 agents commerciaux trains, alias contrôleurs. Si ces emplois sont à répartir sur l'ensemble du territoire de la grande région, la Picardie devrait tirer son épingle du jeu. «La Pi-

cardie était la troisième région TER», indique Guillaume Pepy. «Il y a donc beaucoup de maintenance de matériels et de maintenance de la voie.» Le Technicentre wagons de Tergnier, le dépôt de locomotives d'Amiens-Longueau, le pôle régional d'ingénierie, l'infrapôle Picardie... Pour nombre de ces établissements, l'annonce de 300 créations de postes va dans le sens d'une pérennisation de leur activité. Reste enfin les 230 postes à pourvoir chez Kéolis, avec des conducteurs de bus, de tram, de métro et des agents commerciaux. L'impact pour la Picardie devrait être moindre, la filiale n'exploitant que le réseau urbain d'Amiens et quelques lignes interurbaines dans l'Oise et la Somme. P.H.F ■



# Comment la droite veut faire dérailler le train public

**D**es centaines de cheminots se sont donné rendez-vous aujourd'hui, devant le Parlement européen à Strasbourg. De Belgique, d'Allemagne, de France, du Luxembourg et d'ailleurs, ils viennent une nouvelle fois défendre les valeurs du service public ferroviaire alors que dans l'hémicycle se joue l'acte final de la libéralisation du rail en Europe, qui accompagne la casse du service public de transport. Débattu ce jour et mis au vote en séance plénière jeudi, le quatrième paquet ferroviaire prévoit ainsi

l'éclatement des entreprises monopolistiques d'État et l'ouverture totale à la concurrence du trafic voyageurs, régional et national. En France, la libéralisation des lignes TER aiguïse les appétits des libéraux. Toutes présidées par la droite, les régions Paca, Auvergne-Rhône-Alpes, Hauts-de-France et Pays de la Loire ont d'ores et déjà fait savoir qu'elles anticiperaient la concurrence, comme le prévoient les textes européens, au détriment des usagers, et des cheminots.

DANS 4 RÉGIONS DIRIGÉES PAR LA DROITE, LES ÉLUS ANTICIPENT LA LIBÉRALISATION EUROPÉENNE EN S'EN PREMANANT AUX TER.

**85**

C'est la part du transport routier de marchandises en France, contre 15 % pour le fret ferroviaire, fragilisé par l'ouverture à la concurrence en 2006.

## UNE LIBÉRALISATION « HONTEUSE »

« Il est honteux que les institutions européennes continuent de mettre en œuvre ce programme de libéralisation alors que les citoyens exigent des emplois décents, la protection des services publics et une cohésion sociale et économique de longue durée », dénonce la députée européenne (GUE/NGL) Tania González Peñas.

## LE FN RETOURNE SA VESTE

Après avoir voté, chacun sans aucun souci, les trois paquets ferroviaires précédents lançant la libéralisation du rail, les députés européens du Front national, à l'approche de l'élection présidentielle, s'appêtent à voter contre l'acte final.

**2019**

C'EST LA DATE À COMPTER DE LAQUELLE LE QUATRIÈME PAQUET FERROVIAIRE PRÉVOIT L'OUVERTURE À LA CONCURRENCE DU TRANSPORT DE VOYAGEURS.



## TRANSPORT

## Bruxelles engage l'acte final de la casse du rail public

Les cheminots européens se mobilisent ce jour devant le Parlement à Strasbourg, alors que les députés s'appêtent à voter le quatrième paquet ferroviaire, qui généralise la concurrence. En France, les régions de droite y voient l'occasion rêvée de casser le monopole public de la SNCF.

Un serpent de mer. En discussion depuis janvier 2013, le quatrième paquet ferroviaire, débattu au Parlement européen et voté jeudi, comporte deux piliers. L'un technique adopté en avril dernier, l'autre politique. C'est ce dernier qui cristallise la colère des travailleurs du rail. Et pour cause. Dans son deuxième volet, dit de « libéralisation », le document prévoit de généraliser les appels d'offres dans l'attribution d'exploitation de chacune des lignes ferrées régionales et nationales. Cette disposition amende le règlement existant appelé OSP, pour obligation de service public. « La modification du règlement OSP revient à mettre en concurrence toutes les circulations ferroviaires et fait des attributions directes une exception », explique David Gobé, du secteur Europe-Inter de la fédération CGT des cheminots. La bataille engagée contre ce nouveau règlement n'est pas récente et « nous avons déjà, au prix de fortes luttes menées à l'échelle européenne, réussi à faire sortir du cadre de cette disposition neuf petits pays d'Europe, parmi lesquels les pays Baltes, le Luxembourg et quelques états de l'Est, poursuit le syndicaliste. Car, sans ce régime d'exception, les opérateurs publics et les cheminots de ces pays auraient purement et simplement disparu, engloutis par le marché privé, sans possibilité d'être concurrentiels. »

Aujourd'hui, les syndiqués de l'ETF, branche transport de la confédéra-

tion européenne des syndicats (CES), qui représente 700 000 cheminots en Europe, vont à nouveau se battre pour que la modification du règlement OSP ne soit pas votée en plénière. Même si, dans un contexte où « les forces politiques sont majoritairement acquises à la libéralisation, il y a peu d'espoir », accorde Étienne Libert, secrétaire général du syndicat belge CGSP cheminots. Reste alors la bataille des amendements pour obtenir le maximum de garanties qui maintiennent les services publics de transports ferroviaires communautaires et les conditions de travail des cheminots. Pour l'heure, ceux déposés par les députés progressistes et qui créent une clause sociale à chaque appel d'offres ont tous été rejetés.

Quelles en sont les conséquences ? Pour résumer, répond Étienne Libert, « si un opérateur historique perd un marché au profit d'une entreprise privée, c'est le licenciement pour tout le monde, car rien n'oblige à l'heure actuelle les nouveaux entrants sur le marché à reprendre les salariés de l'ancien opérateur. C'est la libéralisation à outrance ». Un dumping social généralisé, avec, en matière de transport ferroviaire, tout ce que cela charrie de risques en termes de sécurité.

Une fois la porte de la concurrence débridée grande ouverte par Bruxelles, en France, les régions tenues par la droite s'y engouffrent as-

sidûment. Prévue par les textes européens à compter de 2019, la concurrence dans le transport voyageurs peut être mise en place par anticipation. Une aubaine pour les pourfendeurs du service public. « J'engage l'accélération de l'ouverture à la concurrence dès le 1er janvier 2019, et même avant si l'état le permet », fanfaronnait ainsi il y a quelques semaines Christian Estrosi, président LR de la région Paca, suivi de près par ses coreligionnaires Laurent Wauquiez (Auvergne-Rhône-Alpes), Xavier Bertrand (Hauts-de-France) et tout récemment le filloniste Bruno Retailleau (Pays de la Loire) qui, « dans sa volonté d'aller vite, (n'a même pas) pris la peine de consulter avant d'engager un tel projet les élus locaux, les collectivités et encore moins les usagers et les salariés qui subiront de plein fouet les conséquences d'une telle décision », a immédiatement réagi la CGT cheminots régionale. « On est sur la voie d'un chemin de fer régionalisé, où la question de l'avenir des personnels à statut va se poser rapidement », reprend David Gobé. Car, « si une entreprise privée gagne les marchés TER (transports régionaux NDLR), ils ne pourront pas gérer les circulations sans les cheminots. Dans quelles conditions va se passer le transfert de statut pour les cheminots SNCF s'il y a un transfert ? La France devra légiférer nationalement et nous continuerons à nous battre pour le maintien entier des droits acquis », poursuit le syndicaliste.

Le temps presse. Si le Parlement européen vote en plénière et en l'état l'aboutissement du quatrième paquet ferroviaire, les décrets d'application suivront dans la foulée pour une mise en pratique début 2017.

Aucune leçon n'a été tirée des libéralisations précédentes, comme celle du fret (voir ci-contre) et aucun bilan n'a été tiré des précédents paquets ferroviaires, regrettent les syndicats.

Dans une adresse commune, les syndicats français de cheminots (CGT, Unsa, CFTD, FO et CFTC), mobilisés aujourd'hui à Strasbourg, rappellent d'ailleurs que, « quel que soit le secteur observé (électricité, gaz, téléphonie, eau), la libéralisation, la dislocation des opérateurs publics nationaux, voire leur privatisation, n'ont engendré qu'une augmentation et une opacité des tarifs pratiqués, accroissement de la contribution publique

aux opérateurs privés et captation de dividendes par leurs actionnaires ». Un constat que partage Étienne Libert, qui conclut, un brin dépité, que, « en Belgique, avec un gouvernement de droite et d'extrême droite, on n'a pas beaucoup d'aide pour agir dans le sens de l'intérêt général et du service public ». Plus que jamais, la bataille du rail est désormais politique. ■

*par Marion D'allard*



## Libéralisé en 2006, le fret ferroviaire licencie massivement

emploi Euro Cargo Rail, opérateur privé de fret ferroviaire, va licencier un quart de ses effectifs. L'ouverture du secteur, voulue par Bruxelles il y a dix ans, a largement favorisé la route au détriment du rail.

Alors que le Parlement européen s'apprête à voter l'ouverture à la concurrence des transports ferroviaires nationaux de voyageurs, les leçons de la libéralisation du transport de marchandises n'ont vraisemblablement pas été tirées. Arrivée sur le marché français à la faveur de l'ouverture à la concurrence du fret ferroviaire en 2006, Euro Cargo Rail (ECR), plus gros opérateur de fret privé, est en passe de licencier un quart de ses effectifs.

ECR, filiale de droit privé de l'opérateur public allemand Deutsche Bahn, a annoncé jeudi la suppression prochaine de 377 postes sur les 1 200 que compte l'entreprise. Sont concernés 150 postes de conducteur, 70 postes d'AFR (agents de manœuvre) principalement en Bretagne et sur la côte atlantique, ainsi que 80 postes au siège parisien. Certaines agences seront fermées. La direction évoque tout de même de possibles « reclassements dès le début de l'année 2017 » au sein de la SNCF. La CGT, qui n'avait pas « de mots assez durs » pour qualifier ce plan de suppressions de postes « plus lourd que ce qui avait été imaginé », s'est cependant déclarée « très favorable à tous les reclassements pos-

sibles et imaginables même dans d'autres sociétés ferroviaires extérieures afin que les salariés impactés gardent un emploi ». Reste que la CGT n'oublie pas la bataille qui débute pour la « pérennité de notre entreprise et pour les salariés qui restent ». Car, depuis sa création, ECR n'a jamais été bénéficiaire. Contrairement aux promesses d'une hausse du trafic ferroviaire après l'ouverture à la concurrence en mars 2006, le marché du fret ferroviaire n'a cessé de se détériorer. Trente-deux milliards de tonnes-kilomètres unité correspondant au déplacement de 1 tonne de marchandises sur 1 kilomètre ont été transportées par le rail en 2013, en France, soit une chute de 31 % par rapport à 2003, selon les derniers chiffres publiés par l'Afra, agence qui regroupe des entreprises privées de transport ferroviaire, citant les chiffres d'Eurostat. Ainsi, poursuit l'Afra, la « part modale du rail est passée de 18,1 % à 14 % entre 2003 et 2013 ». Depuis 2013, la situation d'ECR se dégrade inexorablement du fait de la baisse des aides publiques (220 millions d'euros en 2009 contre 100 millions cette année), conjuguée à l'augmentation du prix des sillons péages ferroviaires dont les opérateurs s'acquittent pour

financer, entre autres, l'entretien du réseau. Sur ce dernier point, la direction d'ECR anticipe une augmentation de 4,6 % du tarif des sillons sur les dix prochaines années.

Dans un secteur ultraconcurrentiel où le transport routier grignote toujours plus de parts de marché, poussé dans le dos par la baisse des prix du gazole et l'abandon de l'écotaxe poids lourds, ECR va terminer l'exercice 2016 sur une perte opérationnelle de 25 millions d'euros, après avoir accusé un déficit de 13 millions d'euros en 2015.

Vendue comme l'occasion de relancer le transport ferroviaire de marchandises, la libéralisation du fret a accentué la course à la rentabilité, privilégiant les lignes jugées « rentables et durables » au détriment du réseau secondaire, qui a vu se substituer aux trains des milliers de camions.

Alors que le bilan social, économique et environnemental de la libéralisation s'avère désastreux, Bruxelles s'entête sur la voie de la concurrence.

■  
*par Clotilde Mathieu Avec M. D'a.*



## Transport de marchandises : changeons d'ère !, la parole des cheminots contre la destruction du fret

**L**a destruction organisée du fret ferroviaire, Gilles Balbastre l'a mise en images, promenant sa caméra dans les gares de triage désertées, donnant la parole à ces cheminots qui se battent inlassablement pour la survie d'un outil écologiquement res-

ponsable et économiquement rentable. Fils de cheminot, réalisateur des Nouveaux Chiens de garde avec Yannick Kergoat, Gilles Balbastre dénonce ici l'abandon du rail au profit de la route. « La parole des salariés, des élus salariés et des syndicalistes

est d'une très grande richesse quand on prend le temps d'aller la chercher et de la restituer », témoigne-t-il. Visionnez le film sur le site de Fret SNCF : <http://www.fret21.org/> ■



## La patate très chaude des transports scolaires

Le conseil départemental a liquidé les affaires courantes. Avant la fin de l'année civile, il a suffi d'une matinée, lundi, pour faire voter quelques décisions urgentes sur la forme, ô combien importantes sur le fond. L'Aisne défend sa gratuité Une fois n'est pas coutume, le plus long débat est intervenu autour de la gestion des transports scolaires. Le virage est dangereux. L'année 2017 marque le basculement de la compétence vers la Région. Mais le conseil régional des Hauts-de-France, qui se prononce sur le sujet ce mardi, en même temps qu'il vote son budget 2017, doit harmoniser cinq départements. Le hic, c'est que ceux-ci proposent chacun un régime et un historique différents. La spécificité de l'Aisne? La gratuité du transport pour tous les élèves de la maternelle à la terminale. Un système unique dans la région. Cela coûte 32 millions d'euros par an au conseil départemental, qui pour en assurer l'organisation, a créé il y a très longtemps une régie: la RTA (réseau de transports de l'Aisne). 2inquiétude à la RTA C'est elle et ses 450 salariés qui redoutent aujourd'hui la tournure des événements. Sa reprise par les Hauts-de-France, si elle est prévue par les textes, ne va pas de soi. À tel point que la Région envisage sérieusement de renvoyer la compétence à l'envoyeur, puisque Xavier Bertrand, son président (Les Républicains), a

déjà affirmé qu'il conserverait la gratuité là où elle existe. Jusqu'ici, c'est déjà compliqué. Mais ce n'est que la version simplifiée. Car un autre acteur s'apprête à entrer de plein droit dans cette équation pourvoyeuse de migraine. Les agglomérations hériteront bientôt de cette compétence! L'exemple de l'agglomération laonnaise fait déjà froid dans le dos de la RTA. Les élus laonnais ont lancé un appel d'offres pour leurs transports scolaires, lequel a été remporté par... la RATP, via sa filiale RATP Dev. Manque à gagner: un million d'euros pour la RTA. Et ce n'est sans doute qu'un début, car les deux autres acteurs nationaux de la filière, la SNCF Keolis et Transdev, sont déjà implantés dans l'Aisne, au sein d'autres agglomérations. On le comprend, le Département milite pour le retour de la compétence dans son giron. Mais les parents d'élèves doivent se préparer: il y aura de la casse. 3faire payer un minimum Les élus départementaux ont évoqué ce lundi la possibilité de mettre en place un «ticket modérateur», donc un droit d'accès au transport scolaire. Sur les 800 à 900 euros que coûte aujourd'hui chaque élève transporté, ils ont évoqué «50 à 60 euros», selon les propres chiffres avancés par le président UDI du Département Nicolas Fricoteaux. Ce dernier évoque une proportion de familles «qui réclame la carte de transports parce qu'elle est gratuite, au cas

où». Il mesure ainsi les économies réalisables le jour où ces mêmes familles, qui n'empruntent quasiment jamais les cars scolaires, auront à payer leur carte. «Je souhaite que le débat ait lieu», annonce le président, alors que le budget du conseil départemental sera voté les 16 et 17 janvier prochains. 4tension supposée Dans cet imbroglio administratif et financier, Nicolas Fricoteaux a remporté une première victoire. Récemment, la commission chargée de déterminer le montant des transferts de charge entre la Région et le Département a donné raison à sa version. Ladite commission étant paritaire, avec quatre conseillers régionaux et autant de départementaux, un ou plusieurs conseillers régionaux membres de cette commission ont voté en son sens, lui octroyant 2,8 millions d'oxygène. L'opposition y a vu un motif de la tension supposée entre Xavier Bertrand et Nicolas Fricoteaux. En brandissant la Une de L'Aisne nouvelle de ce lundi 12 décembre, Jean-Luc Lanouilh s'est même dit «inquiet pour la suite». Rappelons que Xavier Bertrand, en visite à la caserne des pompiers de Saint-Quentin, a signé une ruade contre l'état des locaux, dont la charge repose... sur le Département. Éric Jonneau ■



## Transports scolaires, l'Aisne veut l'équité

C'est toujours le grand flou autour des transports scolaires. Malgré une session spécifique du conseil départemental, hier, personne ne sait comment va s'organiser ce service dans les mois à venir. Aujourd'hui, les visions de l'Aisne et de la Région s'opposent, «c'est à croire que le président de Région Xavier Bertrand a oublié d'où il venait. Aujourd'hui, il est logique que chacun soit au même niveau», a lancé le divers gauche Fawaz Karimet. Pour le FN Franck Briffaut, «le tout est de savoir si la Région veut l'harmonisation entre les départements ou pas. Pour l'instant, on ne sait pas où ils veulent en venir.» Cela pourrait tourner autour de 50 ou 60euros par élève et par an, avec des mesures sociales pour les familles en difficulté Nicolas Fricoteaux Pour l'instant, la situation est un peu compliquée puisque les cinq départements des Hauts-de-France connaissent d'une situation

différente en ce qui concerne les transports scolaires. La Région aimerait que ces particularités subsistent, mais l'Aisne souhaite une harmonisation. «Ma position est celle du bon sens, de la modération et de l'équité», a indiqué le président Fricoteaux, avant d'ajouter, en forme d'appel à Xavier Bertrand, qui préside aujourd'hui et demain le vote du budget à Lille: «Il doit y avoir équité entre les départements. Si cela se fait, c'est maintenant. Il ne faut pas mettre la poussière sous le tapis. La Région doit se positionner. Dans le cas d'une harmonisation, il faudra trouver le plus grand dénominateur commun, ce qui sera forcément plus cher pour la Région. Ensuite, se pose la vraie question de la gratuité.» La politique de la gratuité des transports scolaires pour tous dans l'Aisne a-t-elle vécu? Si elle a encore un défenseur en la personne du conseiller chaunois Jean-Luc Lanouilh, le président Fri-

coteaux évoque la possibilité d'une petite participation: «Cela pourrait tourner autour de 50 ou 60euros par élève et par an, avec des mesures sociales pour les familles en difficulté.» Le président regrette que le débat sur les transports scolaires n'existe pas. «Chacun campe sur ses positions, ça n'avance pas, c'est pourquoi je demande un débat.» Le débat a eu lieu dans l'Aisne, un autre se déroulera aujourd'hui et demain à Lille, pour les Hauts-de-France. D'ailleurs, les conseillers régionaux axonais y seront, notamment Isabelle Ittelet qui est aussi vice-présidente au Département, et Christophe Coulon, conseiller du directeur général des services du Département et vice-président à la Région. Chacun s'engage dans un jeu d'équilibriste, autour d'un sujet ô combien sensible. Samuel Pargneaux ■



---

VP3 - FUSION,  
ADMINISTRATION  
GÉNÉRALE, AFFAIRES  
JURIDIQUES...

---

## La Région délocalise à Gouraud

**L**e parc Gouraud s'est doté, hier, d'une antenne du conseil régional. Celle-ci est la seconde de la région Hauts-de-France, après Fourmies (59), inaugurée samedi dernier, et la première du département de l'Aisne. Si Soissons a été choisie pour accueillir ce bureau relais des services de la Région, «c'est parce que la Ville s'était portée candidate pour fournir aux Hauts-de-France un local qui leur serve de point de chute», a justifié Xavier Bertrand, le président de la Région. La Cité du vase a ainsi été préférée à Laon ou à Saint-Quentin.

### Soissons préférée à Saint-Quentin ou Laon

Xavier Bertrand a poursuivi: «Pourquoi Soissons? Car ils en veulent dans cette ville! Il y a une volonté de faire bouger les choses!», s'est enthousiasmé l'ancien maire de Saint-Quentin, en promettant de revenir dès le mois de février pour poursuivre plus avant le partenariat économique entre la Région et la Ville. L'antenne régionale est donc opérationnelle dès aujourd'hui grâce à Viannette Jacquemet, sa responsable, et Alain Fargeix, son adjoint. Tous deux étaient déjà fonctionnaires au sein de la Région. Les trois salles encore un peu

nues et les huit postes informatiques flambant neufs de ce local, situé au 9, rue des Nobels, à côté de la nouvelle boulangerie la Mie Câline et de l'auto-école, ont donc reçu la visite de nombreux interlocuteurs du territoire, élus régionaux, départementaux, de la communauté de communes ou de la Ville, en présence du sous-préfet. Alain Crémont, maire de Soissons, s'est réjoui: «Cette antenne permettra à la Région de sortir de sa tour d'ivoire. On ne pourra plus parler des oubliés d'Amiens.» Xavier Bertrand a renchéri: «Cette antenne, c'est du concret. Pour nous, la proximité, ce n'est pas se rendre sur Facebook. Il faut réinventer l'efficacité et la proximité.» Mais au fait, à quoi sert une antenne régionale? 1à favoriser l'emploi Le développement économique est l'une des compétences de la Région, notamment au travers du dispositif Proch'emploi, avec lequel l'antenne de la Région sera en contact. «Les fonctionnaires de l'Espace cadres, près de la gare, qui aide les cadres à retrouver un emploi, et ceux de la plateforme territoriale Proch'emploi devraient prochainement partager les bureaux de l'antenne régionale», a révélé Viannette Jacquemet. Les entreprises qui souhaitent demander des aides de la Région seront aussi les bienvenues.

2à trouver un avenir pour les jeunes Parmi les attributions de l'antenne de la Région, celle de renseigner lycéens et étudiants sur les possibilités d'aides. À titre d'exemple, les jeunes qui souhaitent devenir apprentis pourront venir se renseigner sur le parcours de l'apprentissage; ceux qui sont en phase de devenir étudiants pourront trouver des informations sur les bourses. 3à traiter les demandes financières des particuliers Il sera possible de faire des demandes de subventions directement sur place. Ce sera le cas des associations qui souhaitent obtenir des fonds publics régionaux. Elles auront accès à un interlocuteur sur place à qui elles pourront poser leurs questions. Le cas échéant, il sera possible de prendre rendez-vous avec un interlocuteur qui se déplacera de Lille pour les rencontrer. Les personnes souhaitant déposer un dossier de demandes d'aides au transport pourront aussi le faire à l'antenne. Enfin, les parents qui travaillent pourront solliciter des aides financières pour la garde des enfants. Sophie Ughetto Ouverture, du lundi au vendredi, de 8h30 à 12heures et de 13h30 à 17heures, au 2, allée des Nobels, tél. 03742730 34. ■





---

VP4 - DÉVELOPPEMENT  
DURABLE, TRI, TRANSITION  
ÉNERGÉTIQUE...

---

## L'électricité devient intelligente

À quelques mètres des installations, des vaches paissent tranquillement, indifférentes au cortège officiel. Ce lundi 12 décembre, le poste de transformation électrique de Blocaux, situé à Gauville, a reçu la visite de Christophe Sirugue, secrétaire d'État à l'Industrie. Une visite prévue initialement le 2 décembre. Ici, dans le sud-ouest amiénois, à la lisière avec la Seine-Maritime, non loin de l'Oise, RTE (Réseau de transport d'électricité) et ses partenaires construisent, ou plutôt transforment, car le site existe depuis 1982, ce poste qui reçoit l'électricité des lignes à haute tension pour l'injecter sur les lignes à moyenne ou basse tension. Une première mondiale, selon ses concepteurs. Si Blocaux a été choisi, en 2013, ce n'est pas un hasard. François Brottes, président du directoire de cette filiale d'EDF, l'a rappelé hier: «La région Hauts-de-France est la deuxième région éolienne de France, et la Somme est le premier départe-

ment de France en la matière». «L'éolien, comme toute énergie intermittente, je l'appelle sale gosse», a plaisanté François Brottes. «Parfois cette énergie est là quand on n'en a pas besoin, et pas là quand on en aurait besoin». Pour mieux gérer cette énergie intermittente, RTE et ses partenaires élaborent donc le poste «intelligent», ou le poste «de nouvelle génération». «On s'est demandé comment adapter le matériel à la transition énergétique», a expliqué Olivier Grabette, directeur général adjoint de RTE. Fibre optique, capteurs numériques, imagerie thermique, etc.: à côté d'un matériel conçu dans les années 50, le poste de transformation électrique de Blocaux se voit doté d'outils futuristes. Thierry Buhagiar, chef de projet, a pris un exemple: «La limite d'un apport d'électricité, par exemple d'éoliennes car le vent souffle fort, c'est la température du conducteur métallique. Si celui chauffe trop, ça ne va pas. Or, le vent refroidit aussi le conducteur

électrique, et donc on peut accepter cette production éolienne». Ou plutôt RTE le pourra désormais grâce aux capteurs météo et autres instruments. «L'enjeu est d'utiliser la révolution numérique pour faire évoluer la production électrique», a résumé le secrétaire d'État, Christophe Sirugue. Le poste de nouvelle génération de Gauville, encore en travaux, sera pleinement opérationnel en 2018. Il aura coûté 32 millions d'euros, dont six millions de subventions. «Blocaux est un prototype qui a vocation à faire des petits», a annoncé François Brottes. RTE se donne jusqu'à 2020 pour construire quatre autres postes en France. Le but étant de convertir 500 des 2700 postes de transformation existant dans le pays à la révolution numérique. Et d'exporter le concept. De nombreux pays sont intéressés par cette technologie française. DENIS DESBLEDS ■



## Le «bois de la belle épine» modèle économique et écologique

**E**xploitation des forêts et de préservation de l'environnement font parfois bon ménage. Secrétaire d'État chargée de la Biodiversité, Barbara Pompili (Parti écologiste) est venue le vérifier lundi 12 décembre lors d'une visite officielle du «bois de la Belle épine» entre Hébécourt et Dury, au sud d'Amiens. Une forêt de 67,5 hectares où la sylviculture est reine mais pas seulement. Car ici on fait aussi la part belle aux repeuplements. Et pas n'importe comment. Les écosystèmes existants sont ainsi l'objet de toutes les attentions. Pour les préserver, on y introduit même des prédateurs qui évitent la prolifération de certaines espèces d'arbre. Détruite pendant la Seconde Guerre mondiale au moment où les forces françaises tentaient de stopper l'encerclement de Dunkerque, la forêt a bénéficié en 1978 d'un plan de gestion mis en place par le Centre régional de la propriété forestière. À partir de la, plusieurs types d'arbres ont été plantés (chêne, frêne, merisier, etc.).

### Bois d'œuvre et bois de chauffage

« On essaie d'allier, à la fois, volet économique et volet biodiversité, explique le propriétaire Alexis Ducouso. On produit du bois de qualité pour

les entreprises de la filière bois en nous appuyant sur la coopérative forestière et d'autres partenaires. On s'attache aussi à développer un côté social. Ainsi les habitants, principalement d'Hébécourt, viennent ici pour exploiter le bois de chauffage. Ce qui permet d'établir ou de maintenir un lien entre eux et la forêt.» M. Ducouso collabore également étroitement avec la mairie qui organise des visites guidées du bois, avec les associations de protection de la nature (Conservatoire botanique national de Bailleul, Picardie nature, etc.). «On travaille avec eux sur plein de problématiques : comment faire de la gestion écologique, gérer les maladies exotiques, anticiper le changement climatique...» Une belle réussite collective qui a bluffé la secrétaire d'État. « Oui, c'est clairement le modèle à suivre, s'enthousiasme Mme Pompili. Ici, on fait du bois d'œuvre, du bois de chauffage, plein d'expérimentations aussi. C'est assez impressionnant! Et surtout M. Ducouso associe les populations locales, il trouve le temps de faire de la pédagogie, je trouve ça extraordinaire. C'est vraiment important car aujourd'hui il y a un manque de connaissances sur ces questions de faune et de flore.» «Ils ont eu l'intelligence de travailler ensemble. Une dynamique économique et éco-

logique s'est mise en place» Barbara Pompili La politique ne tarit pas d'éloges sur la méthode employée : «Ils ont eu l'intelligence de travailler tous ensemble. On a une agrégation de compétences différentes, d'intelligences qui se complètent et qui se confrontent aussi sans doute. On voit qu'il y a une dynamique qui s'est mise en place, elle est économique et écologique.» Ce modèle, elle entend bien le promouvoir via le site Internet gouvernemental «La biodiversité en action». Un site qui répertorie toutes les bonnes idées à reproduire à travers les thèmes suivants: éducation et environnement, nature en ville et économie et biodiversité. «Ce n'est pas simple car il faut réussir à inciter des gens comme M. Ducouso à sortir du cercle des passionnés, de la confidentialité. Là est toute la difficulté», admet-elle. Des questions et des inquiétudes se posent néanmoins. «Quand M. Ducouso explique qu'aujourd'hui il n'y a plus d'industrie de transformation du bois sur le territoire et qu'on perd d'incroyables possibilités de développement économique, ça m'interpelle, ne cache pas Barbara Pompili. Il y a un potentiel qui, j'imagine, est étudié par le Conseil régional.» BAKHTI ZOUAD ■



## Lauréat du Challenge du sylviculteur 2016

**L**auréat du Challenge du sylviculteur 2016 Propriétaire et gestionnaire du «bois de la belle épine», Alexis Ducousso a reçu le prix du Challenge du sylviculteur 2016. Une récompense pour ses pratiques innovantes: reconstitution de peuplement, expérimentation pour l'adaptation au changement climatique, pratiques respectueuses de la biodiversité patrimoniale et commune. «J'adore la nature depuis toujours. J'ai vécu mon enfance dans ce bois qui est une vieille propriété familiale achetée en 1789, confie ce passionné. J'ai un bac agricole, c'est à ce moment que j'ai été sensibilisé à l'écologie.» ■



## Phytoprotecteurs : la révolution verte s'impose aux collectivités

Au 1<sup>er</sup> janvier 2017, villes et communes devront se passer d'herbicides et de pesticides. Les territoires moins préparés devraient bénéficier d'une certaine tolérance, le temps de s'adapter.

Exit les pesticides, herbicides et autres fongicides. Au 1<sup>er</sup> janvier 2017, les collectivités territoriales, villes et communes devront se passer des phytoprotecteurs utilisés depuis des décennies par facilité ou parce qu'ils sont jugés moins coûteux que les techniques alternatives : désherbage mécanique, thermique, paillage, animaux en pâturage, plantes couvrantes... Cette interdiction, imposée par la loi Labbé de 2014, modifiée par la loi de transition énergétique de 2015, proscribit ces substances des espaces verts, forêts, voiries et promenades. Les cimetières et les terrains de sport échappent à cette prohibition, sauf s'ils sont des lieux de déambulation, tels certains cimetières parisiens.

Certaines collectivités ont déjà quasiment exclu les phytoprotecteurs de leurs achats. Rennes ou Versailles figurent parmi les pionnières. Nantes Métropole est passée de 6.000 litres d'herbicides en 2002 à 80 litres aujourd'hui, mais il reste difficile de se passer de certains fongicides pour la précieuse collection de rosiers. Selon le ministère de l'Environnement, 25 chartes limitant ou éliminant ces produits rassemblent déjà 4.000 communes. Le label Terre saine du ministère a été attribué à 203 villes dont Fontainebleau ou Wattwiller, par exemple. Dans l'ex-région Auvergne, 15 % des collectivités sont

engagées à des niveaux divers par la charte régionale, mais elles représentent 55 % de la population. « Ce sera plus difficile pour les collectivités de taille intermédiaire », estime Maxime Guérin, du centre technique Plante & Cité. Le passage au désherbage mécanique représente un surcoût et une nouvelle organisation pour la commune, « mais cela se règle dans un deuxième temps », ajoute l'experte. Et de souligner que la suppression des phytoprotecteurs est généralement soutenue par la population tant la défiance vis-à-vis des produits chimiques est forte.

### Aide des agences de l'eau

Au ministère de l'Environnement, on précise que l'élimination des phytoprotecteurs sera sujette à contrôle par les Directions régionales de l'agriculture et des forêts, par l'Inspection de l'environnement ou par les services de la répression des fraudes. « L'application de la loi sera soumise à sanctions, mais l'objectif est d'abord de faire de la pédagogie vis-à-vis des collectivités, de les informer sur les méthodes alternatives », tempère un expert du ministère de l'Environnement, sous-entendant une relative tolérance dans les premiers temps. L'enjeu est d'activer les aides disponibles dans le cadre du nouveau plan Ecophyto 2, de

l'Onema et des agences de l'eau. Celle de Rhin-Meuse, par exemple, finance jusqu'à 80 % les plans de gestion différenciés et jusqu'à 60 % les investissements des collectivités sur les solutions alternatives. Déjà, Plante & Cité propose déjà des outils de comparaison des méthodes disponibles pour définir une stratégie de gestion optimisée.

Au lieu de désherber, on en vient désormais à enherber, à végétaliser, à semer. « La plante que l'on s'efforçait d'éliminer prend finalement une valeur esthétique. C'est une vision nouvelle qui s'installe », poursuit Maxime Guérin. « Au début, les villes ont voulu croire qu'il existait un matériel magique, mais, aujourd'hui, elles ont compris que le plus important est d'anticiper et de concevoir les espaces différemment avec des plantes "couvre sol" par exemple », explique Jonathan Bourdeau Garrel, chargé de mission eau et agriculture chez France Nature Environnement. La restriction des phytoprotecteurs touchera aussi les jardiniers du dimanche. Au 1<sup>er</sup> janvier 2017, ces produits seront placés sous clefs dans les magasins, avant d'être tout bonnement interdits deux ans plus tard pour les particuliers.

Correspondant à Nantes ■

*par Emmanuel Guimard*



## Nova-Flore végétalise les no man's land urbains

La PME angevine sélectionne les végétaux permettant une colonisation maîtrisée des villes.

Pionnier des jachères fleuries, pour l'agriculture ou l'apiculture, Nova-Flore a enregistré il y a dix ans sa première demande pour la végétalisation urbaine. Il s'agissait de la ville de Bruz, près de Rennes. Depuis, le mouvement s'est accéléré et cette PME angevine de 100 salariés, pour un chiffre d'affaires de 11 millions d'euros, enregistre désormais une croissance annuelle de 5 à 10 % sur ce segment. Nova-Flore a développé une dizaine de mélanges sous la marque Bio Couv' permettant d'ensemencer les surfaces dites « agro-limitantes », ces sols perméables mais pauvres en terre, caillouteux, les graviers, les pieds de mur... « Ce sont là des espaces considérables que l'on ne voit pas lorsque l'on passe en voiture, des hectares entiers, notamment des entrées de zones artisanales, des abords de voirie, des remblais de travaux », témoigne Julien Gouy, cofondateur de Nova-Flore. « Sans entretien, il suffit

de quatre ou cinq ans pour voir ces espaces envahis par des arbustes, voire des arbres. »

### Moins de feuilles et de déchets verts

Nova Flore sélectionne des plantes, notamment des espèces méditerranéennes adaptées aux sols secs, des espèces courtes produisant peu de feuilles et de déchets verts. Il peut s'agir de fétuques, permettant de transformer un sol stabilisé en pelouse, de thym, de sedum, mais aussi des trèfles, des violas et bien d'autres variétés de fleurs... « On choisit les plantes en fonction de la fréquentation de l'espace, s'il y a du passage où si l'on souhaite un fleurissement », poursuit le dirigeant, ce qui implique un diagnostic spécifique pour chaque territoire.

Sous la marque Connect, Nova-Flore ajoute à ses semences des myco-

rhizes, ces fragments de champignons qui se substituent aux intrants. Cette symbiose permet au végétal de mieux capter les éléments nutritifs du sol, tout en limitant la consommation d'eau. Cette solution s'avère intéressante sur les sols sportifs où ils permettent de renforcer les racines du gazon et de renoncer aux fongicides. Son offre, l'entreprise l'a conceptualisée en un catalogue de « 10 clefs de l'écologie urbaine » permettant « de gérer une collectivité comme un écosystème à part entière », mentionne Jérôme Gouy.

Son catalogue comprend notamment des abris pour insectes pollinisateurs ou prédateurs de pucerons (coccinelles, chrysopes) comme alternative aux insecticides. La demande est telle que Nova-Flore réfléchit à une levée de fonds pour accélérer son développement. ■

*par E. G.*



## Pavés, serres, pieds des arbres, la lutte contre les mauvaises herbes est large

Les jardiniers des villes ont développé des stratégies permettant de limiter le travail manuel.

### La nature germe sous les pavés de Versailles

Versailles ne se résume pas à son château et à son parc. C'est aussi une ville verte qui gère plus de 86 hectares d'espaces verts urbains, voiries, cimetières et stades avec une équipe de 85 collaborateurs. Avec la particularité de veiller aussi sur de longues avenues plantées de pelouses et de quatre rangées d'arbres ou encore sur les trottoirs pavés des quartiers historiques qui, sécurité oblige, ne doivent pas laisser dépasser un brin d'herbe. La ville s'est engagée vers le zéro phyto il y a plus de dix ans, en commençant par un diagnostic des espaces traités pour choisir les techniques les plus appropriées. Résultat, elle n'utilise plus de produits chimiques depuis 2005. « Cette démarche et ce mode de gestion sont bien intégrés par le personnel, explique le maire de Versailles, François de Mazières, et les habitants sont contents, particulièrement en cette période de pollution. » Mieux, ces huit dernières années, les massifs fleuris sont passés de 3.300 m<sup>2</sup> à 14.400. « Ce sont notamment 130.000 litres de désherbant en moins et 25.000 euros d'achat de produits phytosanitaires économisés, mais cela génère d'autres frais car renoncer au phyto c'est avoir davantage recours à la binette et aux brûleurs, notamment pour les stades » poursuit l' élu. Mais ce dont le maire est peut-être le plus fier, ce sont les 20 jardins potagers créés dans les écoles de la ville.

Ils permettent aux enfants de s'initier aux bonnes pratiques, avec la complicité des écojardiniers de la ville.

### Metz aguerrit ses plantes vertes

Dans les serres municipales mes-sines, 450.000 plantes apprennent à contrer les ravageurs. En bordure des cultures, des bandes gluantes piègent les insectes, permettant leur identification et leur décompte. En fonction de leur recensement, les jardiniers libèrent les prédateurs (araignées, acariens) ad hoc en nombre contrôlé, l'objectif ne consistant pas à éradiquer les parasites, mais à en limiter la prolifération. Ce sont ainsi des plantes aguerries qui prendront racine dans 580 hectares d'espaces verts publics. Ville jardin, Metz diffuse largement ses préceptes de protection biologique intégrée. En 2009, la commune a cessé tout recours aux phytosanitaires, à l'exception des terrains de sport. La ville a pourtant conservé son label 4 fleurs, reconduit en début d'année par le Conseil national des villes et villages fleuris

### A Besançon : « Ceci n'est pas un chou »

Fidèle à son image de ville verte, et après ses lâchers de coccinelles dans les plates-bandes pour lutter contre les pucerons, Besançon vient de planter des choux pour mesurer le taux de pollution en dix points. Les

crucifères étant reconnus comme de bons bio-indicateurs. « Ceci n'est pas un chou, c'est un système expérimental de surveillance de la pollution de l'air », indique un panneau planté au-dessus des beaux spécimens vert et rose. L'opération doit durer deux mois, au terme desquels les feuilles des choux seront analysées pour délivrer le type de polluants présents dans l'atmosphère en ces dix points. Besançon doit cette initiative à Atmo Franche-Comté, une association de surveillance de la qualité de l'air.

### Nantes encourage le fleurissement des rues

Fleurir un pied d'arbre, un bord de mur ou un bout de trottoir... A Nantes, l'initiative est encouragée par la ville qui lance un appel à projets pour fleurir des espaces urbains. Près de 110 projets seront sélectionnés et aidés dans le cadre de cette opération intitulée « Ma rue est un jardin ». Les habitants peuvent aussi signaler un site, qui leur semble susceptible d'accueillir des végétaux. Seule obligation pour les jardiniers de rue : signer une charte interdisant les produits chimiques mais aussi les plantes invasives ou allergènes. Déjà, depuis 2013, la ville encourage le fleurissement libre. En trois ans, 5.000 sachets de graines ont été distribués aux habitants. ■

par Service Régions



## La Mairie de Paris estime avoir tourné la page des herbicides

La Ville a supprimé tous les produits depuis plus d'un an. Les parcs cherchent désormais à réduire leur impact sur la faune.

« Il y a bien encore quelques visiteurs de nos cimetières qui rouspètent auprès de nos agents, mais, dans l'ensemble, la suppression de tous les herbicides est une histoire derrière nous », assure crânement Pénélope Komitès, adjointe espaces verts à la Mairie de Paris. L'ancienne dirigeante de Greenpeace assure que la Mairie s'est engagée dans la démarche depuis longtemps sur ses 600 espaces verts. Aujourd'hui, la nouvelle priorité de l'exécutif consiste plutôt à adapter la gestion de ses parcs à la préservation de la faune. Un plan biodiversité sera présenté au Conseil de Paris de février dans ce sens.

### Paillage des massifs

L'adjointe raconte le chemin parcouru : « En 1995 déjà, les produits les

plus dangereux comme l'Atrazine, les organophosphorés ou les organochlorés ont été bannis. Les agents avaient aussi été équipés en tenue de protection. » En 2001, la nouvelle majorité et ses alliés Verts décident d'appliquer une gestion écologique des espaces verts. Plantations plus locales, paillage des massifs, compost : ces pratiques amenèrent progressivement les jardiniers vers une gestion moins chimique du désherbage. Mais il faudra une nouvelle polémique mi-2015 sur le glyphosate, suite à un rapport de l'OMS classant le produit comme cancérigène, pour que la Ville bannisse presque entièrement son utilisation, en particulier dans les cimetières. Seules quelques cultures exotiques dans les serres parisiennes exigent encore quelques produits. « C'est dans les cimetières que le virage fut le plus compliqué.

Les pavés, la déclivité, les tombes nous empêchent de passer la tondeuse, il faut végétaliser les divisions, utiliser des semis peu poussants comme la micro-luzerne », explique Pénélope Komitès. « C'est aussi une difficulté culturelle de faire accepter aux visiteurs des cimetières un environnement plus végétalisé », souligne Sophie Borderes, chargée de la campagne Zéro Phyto, pour l'ONG Générations Futures. Elle confirme l'avance de Paris sur le sujet, mais a bon espoir que la majorité des communes respectera rapidement l'interdiction des pesticides. Tout en prévenant : « 95 % de l'exposition aux pesticides proviennent de l'agriculture. » ■

*par Matthieu Quiret*





## Les auxiliaires de Koppert soignent les arbres

L'entreprise vaclusienne multiplie les recherches pour trouver des prédateurs naturels aux nuisibles. Son activité augmente de 35 % par an.

Rendez-vous de chantier sur le boulo-drome de Cavaillon. Autour du maire et de ses principaux adjoints, l'état-major du spécialiste du bio-contrôle Koppert est venu mesurer l'efficacité de son traitement naturel contre le tigre du platane. Cette punaise, originaire des Etats-Unis, n'est pas dangereuse, mais elle fragilise les arbres fatigués, dessèche les feuillettes avant l'automne et gêne les riverains en collant son miellat aux rideaux, aux trottoirs et aux pare-brise.

Plutôt que d'opter pour l'arrachage comme à Avignon ou à Aix-en-Provence, la capitale du melon a choisi de sauvegarder son patrimoine paysager en mettant à l'oeuvre deux prédateurs naturels de l'insecte. Koppert les a identifiés après quatre ans de recherche sur le programme Petaal (protection environnement et technologique des arbres d'alignement) financé à hauteur de 600.000 euros par le Fonds unique interministériel. Il s'agit de nématodes tueurs du genre *Steinernema* qui s'infiltrant

dans le nuisible, associés à des oeufs de chrysopes, connues sous le nom de « demoiselles », qui se nourrissent des rescapés, de leur éclosion au stade adulte. Trois traitements suffisent sur le tronc sans qu'il y ait besoin de nacelle. Ils éliminent jusqu'à 96 % de l'infestation pour un coût d'environ 8 euros par arbre. « Surtout, insiste Thibault Crance, responsable du marché des espaces verts, notre solution ne présente aucun risque d'accoutumance ou d'adaptation. »

Platanes, pins, palmiers, buis, tilleuls, chênes, bouleaux... Koppert s'est fait une spécialité du contrôle biologique des prédateurs d'arbres en consacrant à la recherche 7 % de son chiffre d'affaires (12,5 millions d'euros cette année). Résultat : le secteur, où l'entreprise concurrence la tronçonneuse, connaît une croissance de 35 % cette année. Elle s'attend à une croissance égale l'an prochain.

## Chenilles urticantes

La conservation des paysages n'est pas le seul argument qui plaide pour ses produits. « C'est aussi une question sanitaire », explique l'ingénieur. Voraces d'aiguilles, leur nourriture exclusive, les chenilles processionnaires sont par exemple urticantes. Pas question de les laisser s'attaquer aux pins qui ornent les parcs, désormais jusqu'en Bretagne et en Alsace. Koppert a trouvé leur ennemi : *Bacillus thuringiensis*, un prédateur des larves efficace à 100 % quand il est associé à un collier piégeur qui décime les survivantes qui veulent gagner le sol. Pour échapper à sa collection de phéromones, de vers, de larves et d'oeufs, les villes peuvent toujours planter plutôt qu'arracher, comme à Angers, qui a diversifié sa palette arborée avec près de 200 espèces

Correspondant à Marseille ■

*par Paul Molga*



---

---

# VP8 - CULTURE

---

---

## Rénovation du clocher: le chantier du siècle pour la commune

**S** AINT-PYTHON. «Ce clocher (NDLR: il date de 1757) est malade, bien malade même», analyse Jean. Le chef de chantier sait ce dont il parle: vingt-cinq ans de métier et, à son actif, des chantiers comme le beffroi et la Bourse de Lille qui font de lui un spécialiste de l'entreprise MCCM, basée à Aulnoy-lez-Valenciennes. Témoin de l'urgence de ces travaux, le plan de rénovation élaboré par l'architecte M. Bisman: chaque pierre à changer y est précisément signalée et numérotée; elles sont au total des centaines, de toutes dimensions et de toutes formes. La pierre calcaire dont elles étaient faites, dite «d'Avesnes-le-Sec» n'a résisté ni aux intempéries, ni à la pollution: elle est devenue particulièrement friable. En

tout 40 m<sup>3</sup> de pierres vont devoir être remplacés; elles seront maçonnées à l'ancienne avec un mortier à la chaux.

### Le temps pressait

«Ces pierres nous arrivent taillées et numérotées, ajoute le maçon: À nous de les poser». À une vingtaine de mètres de hauteur, au niveau des horloges démontées pour le temps du chantier, on découvre les premiers travaux réalisés. C'est vrai que le temps pressait. Il a déjà fallu remplacer des dizaines de pierres autour des abat-sons; des ancrages de maçonnerie rongés par la rouille ont dû être ressoudés. Quant aux autres pierres, celles qui ont résisté, elles seront

nettoyées et protégées par un enduit spécial. On ne touchera cependant pas aux «marques du temps». Les combats de 1918 ont laissé de nombreuses traces, des éclats d'obus en particulier. Une balle de fusil est encore figée dans la pierre; il a été décidé qu'elle y demeurera... pour l'éternité. Ce chantier a été évalué à 505000€. Il bénéficiera du soutien de l'État (72000€), de la Région (125000€), du Département (120000€), le reste étant supporté par la commune. Une souscription, par l'intermédiaire de la Fondation du patrimoine a été lancée depuis quelques jours. Les dons des particuliers seront les bienvenus. ■



---

VP10 - ENSEIGNEMENT  
SUPÉRIEUR, RECHERCHE,  
UNIVERSITÉS

---

## Toujours des inquiétudes sur le sort de l'École supérieure d'art

Par Anne Courtel  
tourcoing@lavoixdunord.fr  
TOURCOING. Régulièrement le ciel au-dessus de l'école d'art supérieur (ESA) de Tourcoing s'obscurcit. En janvier dernier, la ville de Dunkerque annonçait qu'elle envisageait de supprimer la subvention de la ville à l'ESA de Dunkerque-Tourcoing. Le maire de Tourcoing, lui, ne cesse de répéter depuis son élection que la formation est une compétence de la Région. «Gérald Darmanin dit que la ville n'a pas vocation à faire de l'enseignement supérieur. C'est vrai. Mais en même temps, il doit tenir compte de quelque chose qui existe, qui représente pour Tourcoing 250 étudiants, avec des retombées économiques pour la ville», rappelle Ivan Renard, le président du conseil d'administration de l'ESA.

### Réunion reportée

Dans le même temps, le ministère de la Culture incitait les quatre écoles de la Région (Dunkerque, Tourcoing,

Cambrai et Valenciennes) à fusionner. Mais le projet semble encore en friche, voire mal parti. Le maire de Valenciennes (ami de Gérald Darmanin) vient d'annoncer que sa ville, premier financeur de l'ESAD Valenciennes, ne souhaitait plus mettre un centime dans la structure à partir de 2018. «Il devait y avoir une réunion entre les quatre maires. Or, elle n'a cessé d'être reportée et jusqu'ici n'a jamais eu lieu. Pourtant, nous avons beaucoup travaillé pour une mise en commun, notamment grâce aux nouvelles technologies. Mais nous n'avons aucune réponse des tutelles», constate Ivan Renard.

### Le privilège de l'âge?

Alors, comment la structure tourquennoise envisage-t-elle son avenir? «Pas terrible, répond un administrateur. On n'a aucune visibilité financière que ce soit côté Ville, Région ou État.» Ivan Renard reconnaît que «l'école est entre deux eaux». «Il y a des choses qui bougent du côté

des enseignants ou du syndicat FO qui est représenté chez nous. Mais nous ne recevons que des réponses vagues.» Interpellé récemment, Xavier Bertrand, président de la Région Hauts de France, a assuré vouloir préserver les écoles d'art de la région. «Je n'ai pas envie de les voir disparaître. Des économies de fonctionnement sont possibles. Mais la Région ne peut pas garantir de tout financer si les autres partenaires se retirent.» Pas de quoi rassurer les écoles... qui ont pourtant permis de faire rayonner l'art dans le monde. «C'est une chance d'avoir une école d'art dans cette ville. Je pense que ne pas en avoir coûterait plus cher que d'en avoir. Je crois qu'on va s'en sortir mais ce n'est quand même pas une certitude», confie Ivan Renard. Et lorsque Peter Maenhout, l'adjoint à la culture, est interpellé sur l'avenir de l'école d'art, il hausse les épaules. «Cette école a 150 ans. C'est déjà une réponse...» ■



---

---

# VP11 - LYCÉES

---

---

## La Ramée: reprise des Terminales

Après une inspection du bâtiment A du lycée La Ramée, le proviseur a décidé d'une première mesure, lundi 12 décembre. Tous les élèves de Terminale reprennent les cours, mardi 13 décembre, ceci pour éviter tout retard dans leur programme scolaire, déjà bien chargé, en vue des épreuves du baccalauréat, en juin.

### D'importants travaux à programmer

Deux jours après l'incendie, une partie des locaux n'est pas assez sécurisée pour accueillir la totalité des élèves de l'établissement. Lundi ma-

tin, les représentants du conseil régional, propriétaire du site, et ceux du rectorat, sont allés évaluer l'étendue des dégâts. La salle des professeurs concentre la majeure partie du sinistre, mais les fumées dégagées à la suite du feu, déclenché dans une armoire électrique, se sont propagées jusqu'au deuxième étage de l'établissement. «Nous avançons progressivement, admet le chef d'établissement. J'attends le feu vert pour occuper certains lieux.» Une partie du bâtiment A (là où est parti l'incendie) pourrait être accessible en partie en milieu de semaine. Une commission de sécurité doit d'abord donner son aval. Pour le moment, les

élèves de Terminale occuperont le bâtiment B, épargné. Le proviseur a rencontré tous les enseignants et leur a expliqué l'avancée des discussions. Les parents d'élèves, élus dans les deux associations siégeant au conseil d'administration, seront reçus par le proviseur pour leur expliquer plus en détail l'évolution de la situation. Les réunions parents-professeurs, marquant la fin du premier trimestre, sont maintenues. Elles se dérouleront aujourd'hui mardi 13 décembre pour les élèves de première et Terminale et jeudi 15 décembre pour les élèves de Seconde. G. CA. ■



---

VP12 - RÉNOVATION  
URBAINE, LOGEMENT,  
INNOVATION NUMÉRIQUE...

---



## prendre garde à la tour

**L**a Tour Perret compte 27 étages et est classée immeuble de grande hauteur (IGH) accueillant du public. Elle a deux ascenseurs. Des règles strictes en surveillance incendie sont imposées: détecteurs de fumées dans chaque logement et surveillance continue par des gardiens. Enfin, cette tour en béton armée est chauffée au fuel. Un véritable gouffre financier. Et pour payer les charges communes, il n'y a que 35 propriétaires. Ce qui fait donc grimper l'addition et plombe la valeur du bien. Lors des négociations menées pour réaliser le Carré Perret (hôtel, résidence senior, bureaux) la municipalité l'a pris en compte. Elle a donc assuré qu'elle continuerait à payer sa cotisation, comme avant, alors que le rez-de-chaussée qui lui appartient et qui accueille aujourd'hui Véloservice, va disparaître. Cet engagement, toutefois, tient le temps du mandat de maire de Brigitte Fouré.

### UN MILLION D'EUROS DE TRAVAUX

La Ville a surtout amené Picardie Pass Rénovation (PPR) dans ses ba-

gages et a réussi à convaincre une majorité de propriétaires à voter un plan de rénovation de la tour, avec comme argument principal que ces travaux feraient, à terme, baisser les charges. Mais tout le monde n'est pas d'accord, à commencer par Francis Levant, président du syndicat des copropriétaires: «Je ne vois pas l'intérêt de payer 300 euros, juste pour m'entendre dire: il faut changer vos fenêtres et isoler». Cette somme est demandée à chaque propriétaire pour valider l'engagement de PPR. Ce sera ensuite 600 euros pour la tranche conditionnelle avant même de commencer à payer les travaux. Une première estimation évoque un coût total de 750000 à 1 million d'euros, (20000 euros par logement, 40000 pour un niveau complet). PPR accompagne les propriétaires pour les dossiers de demande d'aides et peut également prêter sur ses fonds propres. Francis Levant ne voit pas où est la différence avec une banque classique et doute des garanties en cas de pépins pendant et après le chantier. «Ils pensent à une chaudière au gaz. Mais c'est interdit sous les immeubles de grande hauteur»

Francis Levant. D'autant que cet architecte a débusqué de sérieux obstacles. «Vous ne pouvez pas toucher aux extérieurs sans déclaration de travaux validée par l'architecte des bâtiments de France. Si c'est oui, il faut changer toutes les fenêtres d'un bloc. Ils ne pourront pas ventiler comme ils l'ont annoncé: il n'y a pas de conduite pour cela et il est impossible d'en faire une», commente-t-il. Il ajoute: «L'installation d'une chaudière au gaz est interdite sous les immeubles de grande hauteur ou alors elle doit être à l'extérieur. On a déjà pensé à une solution: relier la tour au futur réseau de chaleur, rue de la Vallée», détaille-t-il. Il note aussi qu'un projet existe déjà pour les deux ascenseurs vétustes. Pour autant, Francis Levant ne veut pas partir en guerre. «L'assemblée est souveraine. Si on ne supporte pas une copropriété, on part vivre dans un pavillon!». Lui comme d'autres, qui préfèrent rester discrets, ont surtout l'impression de perdre leur indépendance face à une mairie qui semble redécouvrir sa tour. DAVID VANDEVOORDE ■



## «Nous pouvons revaloriser les logements de la tour»

**L**e directeur de Picardie Pass Rénovation (PPR), Vincent Pi-boulet, livrera un état de santé complet de la tour, avec son programme de soins. «À la copropriété de voter le lancement de la consultation des entreprises par appel d'offres public», explique-t-il. Il dit travailler avec l'architecte des bâtiments de France, «nous connaissons les contraintes. Mais il y a des progrès à réaliser en isolation et ventilation. Des courants d'air parcourent des logements. Le mur contre la cage d'escalier est un gruyère. Beaucoup de fenêtres ont souffert. En corrigeant d'abord ces défauts, on apportera un vrai confort», estime-t-il. Il ajoute avoir

conscience du challenge. «C'est un honneur de travailler sur la Tour Perret. Si on ne fait rien, un patrimoine se détruira doucement». L'objectif de baisser les charges énergétiques de 50% sera difficile à atteindre: «Les premières mesures annoncées réduiront la consommation de chauffage et ajouteront du confort. On peut gagner beaucoup avec une chaudière à gaz... Au final, on peut atteindre 10,15 20% d'économies». Pour lui, cela permettra surtout de revaloriser le bien. «Les charges baisseront mais il faudra effectivement payer les mensualités des travaux. Ce qui fait que, dans certains cas, un propriétaire pourra payer un peu plus,

chaque mois, qu'actuellement. Cela dépendra aussi des aides. Mais son logement sera rénové et son patrimoine revalorisé». PPR touche une dotation annuelle de la Région (8 millions d'euros) et s'appuie sur un fonds de 23 millions d'euros de la banque européenne d'investissements. Il est lié au Crédit foncier pour des prêts collectifs de 10 à 15 ans à taux zéro. Il sollicite des subventions auprès de l'Anah, agence nationale de l'habitat (État), lève des crédits d'impôts et peut prêter sur ses fonds propres (à 2%) pour des durées plus longues. ■



---

---

# VP13 - JEUNESSE ET SPORTS

---

---

## Contre le «racket» de l'UEFA, la Région aidera les kiosques du stade

**P**AR STÉPHANE HUBIN  
villeneuve-  
dascq@lavoixdunord.fr Villeneuve-  
d'Ascq. Avant même de parler foot-  
ball, spectacle et convivialité, c'est  
du business de l'UEFA, instance orga-  
nisatrice de l'événement, dont on a  
beaucoup parlé avant l'ouverture de  
l'Euro 2016. Plusieurs mois avant  
l'événement, les quatre commerçants  
des kiosques du stade Mauroy, situés  
à l'arrière de l'enceinte, ont été som-  
més par l'UEFA de verser, chaque jour  
de match, une redevance de 600€ par  
cellule (la plupart des commerces  
s'étalant sur deux cellules) pour pou-  
voir travailler. Des conditions que ces  
indépendants ou modestes franchi-  
sés n'avaient pas vu venir. Outrés par  
le procédé, la plupart ont longtemps  
hésité à s'exécuter. Mais l'instance du  
football les a fait plier. «Il y a eu  
beaucoup de pression exercée par  
l'UEFA à notre rencontre. Des coups  
de fil tard le soir, chez nous, dans les-  
quels on nous a d'abord menacés de  
poser des barrières devant nos com-

merces, avant de nous dire qu'on al-  
lait nous obliger à fermer. On a com-  
pris qu'on n'aurait pas le choix. On a  
payé», se rappelle l'un des commer-  
çants qui, pour les six matchs de  
l'Euro accueillis au stade Mauroy, a  
donc dû régler, en plus de son loyer  
au gestionnaire du stade, la somme  
de 6 000€ à l'UEFA, qui a en prime  
édicte ses règles sur la décoration des  
kiosques, les produits proposés à la  
vente, leurs tarifs, et même les ten-  
ues des salariés (lire ci-dessous).  
Relaté dans nos colonnes, le rocam-  
bolesque chantage avait indigné  
l'opinion et bousculé les politiques  
qui ont vite pointé du doigt cette  
illustration des dérives du foot-bu-  
siness. Après le coup de gueule du  
maire Gérard Caudron, Florence Ba-  
riseau, vice-présidente du conseil ré-  
gional en charge des sports, dénon-  
çant un «racket», avait alerté le pré-  
sident de la Région qui a adressé un  
courrier à l'UEFA demandant de re-  
noncer à appliquer ses redevances.  
Sans résultat. Remontée, la Villeneuve-

voise Florence Bariseau s'était du  
coup engagée à soutenir les commer-  
çants au nom de la Région, promet-  
tant une aide exceptionnelle de 50%  
du montant de la redevance versée  
à l'UEFA. Une promesse au final te-  
nue puisque, la semaine dernière, les  
élus du conseil régional ont adopté  
une délibération concrétisant  
l'engagement initial. «Un coup de  
pouce très important», souffle l'un  
des commerçants qui touchera 3  
000€, lui qui se bat tous les jours pour  
maintenir son commerce à flot. Il  
n'avait pas besoin de ce bras de fer  
avec l'UEFA en plus. «Cela a été un  
épisode douloureux. Devoir payer  
pour travailler, ce n'était pas normal.  
Ce que l'on attendait comme un évé-  
nement majeur pour la pérennité de  
notre commerce s'est révélé être un  
vrai coup de frein. Pour la première  
fois en quatre ans, on a perdu 30% de  
chiffre d'affaires en un mois. Je sou-  
haite vraiment ne plus avoir à revivre  
ça.» ■



## «Ils m'ont interdit de venir travailler»

Les commerçants des kiosques du stade n'ont pas seulement en travers la gorge le fait d'avoir été obligés de payer pour pouvoir ouvrir leur enseigne. Parqués derrière les barrières qui délimitaient la zone de sécurité autour du stade pendant un mois et demi, ils ont vu leur chiffre d'affaires sérieusement écorné par une accessibilité très contrainte. «Les veilles de match, nous n'étions plus accessibles à notre clientèle à partir de 14 h. Les jours de match, on ne pouvait pas travailler le midi car le public ne pouvait entrer sur le parvis

que trois heures avant la rencontre. Et le lendemain, c'est arrivé que la barrière qui bloquait l'accès par la passerelle donnant sur le campus reste fermée le matin. Quant aux autres jours, nous n'étions plus visibles et difficilement accessibles. Nous avons beaucoup perdu de notre activité», regrette l'un des commerçants. Même griefs pour un autre, qui a en plus subi les foudres de l'UEFA assure-t-il, après avoir vertement contesté la redevance. «Je leur ai dit qu'eux aussi me devaient une redevance sur le chiffre d'affaires que je

perdais tous les jours. Ils n'ont pas apprécié: l'après-midi du quatrième match, on est venu me signifier que je devais fermer pour ce match et les deux suivants. Finalement, mon commerce a pu rester ouvert, mais moi, j'ai été interdit d'accès pendant ces trois matchs. C'est inacceptable», peste le Villeneuvois, qui l'assure: «On a cru que ce serait un bol d'air, et ça n'a été que des emmerdes. On s'est fait avoir...» S. H. ■



UNE

## Emploi des jeunes : le grand échec de François Hollande



Les résultats de la politique menée par François Hollande en direction de la jeunesse sont, moins de cinq ans après son élection, catastrophiques. Le taux de chômage des jeunes actifs est l'un des plus élevés jamais enregistrés en France depuis 1996 et le taux d'emploi des moins de 25 ans est

à un plus bas historique. Quant aux 500 000 contrats de génération promis sur le quinquennat, moins de 15 % ont trouvé preneurs depuis 2013. PAGE 20 et l'éditorial ■

*par Marc Landré*



## Promesses de campagne

■ **ENGAGEMENT 33** Je proposerai un contrat de génération pour permettre l'embauche par les entreprises, en CDI, de jeunes, accompagnés par un salarié plus expérimenté, qui sera ainsi maintenu dans l'emploi jusqu'à son départ en retraite. Ce « tutorat » permettra de préserver

des savoir-faire et d'intégrer durablement les jeunes dans la vie professionnelle.

■ **ENGAGEMENT 34** Je créerai 150 000 emplois d'avenir pour faciliter l'insertion des jeunes dans l'emploi et l'action des associations,

en priorité dans les quartiers populaires.

François Hollande, le 26 janvier 2012 ■



## Pour les bénéficiaires de la Garantie jeunes, le plus dur commence...

Jamel Debbouze, Zinédine Zidane, Maître Gims. Les silhouettes du comédien, du footballeur et du chanteur apparaissent sur l'écran de la salle communale de Savigny-le-Temple (Seine-et-Marne). « Ils sont partis de leur talent pour créer leur entreprise », assène Christelle Dechelle à la dizaine de jeunes d'une vingtaine d'années qui l'écoutent distraitement, ce mercredi matin de novembre. L'animatrice a pour mission de les sensibiliser à l'entrepreneuriat. Rude tâche. En rupture scolaire et sociale, ces jeunes cumulent les difficultés : professionnelles, familiales, santé, logement...

Alors, monter sa boîte ? Peu s'imaginent pareil destin. Deux garçons chuchotent dans un coin. Les autres rêvassent. Quand soudain, l'auditoire se tend. « À la base, ces stars n'avaient rien de plus que vous, lance Christelle. Certaines étaient même exactement dans votre situation. » Les jeunes sont saisis. Les années de galère ont laminé leur confiance en eux. Jusqu'aux plus blindés, les voilà émus d'être comparés à ces héros de la réussite.

Le point commun de ce groupe hétéroclite qui ne se connaît que depuis quinze jours ? Il a été constitué dans le cadre du programme public de réinsertion professionnelle, la Garantie jeunes, réservée aux moins de 26 ans très éloignés du marché du travail. Pendant un mois, les dix jeunes se retrouvent pour des activités communes - jeux d'équipe, ateliers... - puis sont accompagnés dans leurs démarches de recherche d'emploi. Le dispositif, piloté par les missions locales, dure pendant une année. Sous

réserve de leur assiduité, les jeunes perçoivent une indemnité de 461 euros par mois. Les animateurs travaillent en parallèle avec les services sociaux pour lever les freins annexes au retour à l'emploi : santé, logement, formation... Selon la Cour des comptes, très positive sur cet accompagnement intensif, le coût - financé aux trois quarts par l'État et à un quart par l'Europe - s'élève à 6 000 euros par an et par jeune.

À l'issue de l'atelier entrepreneuriat, Cédric Ruel, l'un des responsables du programme localement, rappelle ainsi au groupe leur rendez-vous du lendemain pour un bilan de santé à Sénart, à trois stations de RER. « Je ne suis jamais allée là-bas », panique aussitôt Gaëlle, une jeune brunette de 20 ans complètement perdue. « Quand vous aurez des entretiens, ce sera pareil, très souvent dans des lieux que vous ne connaissez pas. C'est pour cela, comme on le verra, qu'il faut toujours se préparer », martèle l'animateur, avant de détailler le trajet. « Quand ils rejoignent le programme, certains ne sont pas affiliés à la CMU et ne se soignent plus. Un des jeunes est arrivé avec des dents en moins. C'était très handicapant. Il y a aussi parfois des grosses difficultés d'addiction », avance Cédric Ruel.

Mais s'il n'y avait que cela... « Quand j'étais malade avant, je prenais les médicaments comme ça », témoigne Mario \*, 21 ans, rencontré début novembre. Ce jeune homme réservé a commencé la Garantie jeunes à Sénart en avril. Cet été, il a suivi une formation de trois mois en logistique, complétée par deux mois de stage à l'aéroport de Dakar, au Sénégal, fi-

nancé par un programme local d'insertion. Depuis son retour, il enchaîne les missions d'intérim. « Tous les lundis, ils me rappellent », lance-t-il avec fierté. Son objectif ? « Trouver un CDI pour me prendre un logement. » Aujourd'hui, Mario est domicilié à la Mission locale de Sénart. Dans la pratique, il dort chez un ami à Villeparisis « contre des services ». Avant son entrée en Garantie jeunes, son expérience se limitait à un boulot de deux semaines dans le nettoyage de locaux et des stages en boulangerie et coiffure dans le cadre du collègue, abandonné en troisième. Depuis deux ans, le jeune homme ne voit « plus trop » ses parents, séparés, ou ses frères et sa sœur.

Kevin, 20 ans, habite, lui, toujours avec sa famille. Il a arrêté l'école en seconde avant de suivre, sans enthousiasme, un programme pour les jeunes qui décrochent. Il y a deux ans, il a commencé un stage d'hôte d'accueil, mais ce n'était pas son « truc ». En juin dernier, un éducateur de rue est venu présenter dans son quartier la Garantie jeunes. Ce grand Black est le seul de son groupe à s'être lancé. « Les autres ont eu peur des démarches, des documents », justifie-t-il. Aujourd'hui, il a trouvé sa vocation : il sera maçon ! « Lors d'une mission, on devait interroger quelqu'un qui travaille, sourit-il. Il y avait des maçons près de chez moi, j'ai parlé avec eux. Je me suis dit, ça a l'air bien. » Son « projet » défini, il s'est préparé à rencontrer les employeurs. « Avant, j'étais en panique. Une fois, pendant un entretien, je me suis mis à me balancer sur le siège parce que j'avais peur. Cédric m'a expliqué qu'il faut rester assis, bien



droit, parler calmement.» Les conseils ont été efficaces. Kevin est aujourd'hui manœuvre en intérim sur un chantier. L'entreprise pourra ensuite lui financer la formation de maçon qu'il convoite, du moins espère-t-il.

Aux dernières nouvelles, l'horizon de Habiba, 21 ans, s'est aussi éclairci. Elle a été embauchée mi-novembre en CDI à temps partiel dans une boulangerie. Cette jeune Marocaine au beau sourire habite en France depuis qu'elle s'est mariée, il y a deux ans, avec un binational. Son mari, un proche de son père bien plus âgé qu'elle, est, depuis, retourné au Maroc et elle s'est retrouvée seule dans

leur petit appartement de Savigny-le-Temple, qu'elle n'avait jamais quitté. Habiba ne souhaite pas rentrer chez ses parents car « là-bas, sans diplôme, je ne peux pas travailler ». Elle s'est inscrite à des cours de français et a entendu parler, par sa prof, de la Garantie jeunes.

Ces trajectoires restent fragiles. Un an d'accompagnement n'efface pas des années de difficulté. « Parfois, on se dit : c'est bon, le jeune est sur les rails avec une supersituation et, deux jours après, il vous appelle parce qu'il vient de passer 48 heures en garde à vue. Tout est à refaire », se désole Cédric Ruel.

Le ministère du Travail a mesuré l'impact de cet accompagnement intensif sur la réinsertion. L'effet apparaît modeste, mais bien réel. Quatorze mois après l'entrée dans le dispositif, le taux d'emploi total des jeunes augmente de 6,3 points et celui d'emploi durable de 4,6 points. La part des jeunes ayant suivi le dispositif en emploi durable s'élève ainsi à 20,5 %, contre 15,9 % pour une cohorte similaire non prise en charge. Le 1er janvier, le dispositif sera généralisé dans toute la France. 150 000 jeunes devraient l'emprunter en 2017... ■

*par Anne De Guigné*



---

---

# POLITIQUE RÉGIONALE

---

---

## Un an après, la Région a changé de visage

Par Sébastien Leroy  
sebastienle-roy@lavoixdunord.fr région. «Ce soir, ce n'est pas la victoire des partis politiques, ce n'est même pas ma victoire...» Quand Xavier Bertrand entre dans la salle des fêtes du palais de Fervaques, à Saint-Quentin, il plane encore comme une odeur de poudre dans l'atmosphère politique régionale. Sept jours avant, toutes les composantes de la gauche ont été mises à terre dans un premier tour meurtrier qui avait vu le FN monter sur la première marche, de loin. Sur-tout, élu face à Marine Le Pen, le nouveau président de Région a senti de près le vent du boulet. Sans les voix de gauche, l'histoire aurait pu être toute différente. «Le résultat de ce soir nous oblige à rester humbles. (...) Nul ne peut dire qu'il a gagné», glisse-t-il avec gravité. L'heure est au «recentrage». Au sortir du scrutin, Xavier Bertrand n'a pourtant pas les mains liées. C'est bien un programme de droite qu'il appliquera, «très pro-entreprises», comme se plaît à le définir Frédéric Motte, patron du ME-DEF régional. Pour preuve, les pelletées de conventions signées avec Mc-Do, Burger King, les centres d'appels Coriolis ou même Facebook. Mais les

circonstances l'obligent aussi à une gouvernance du pragmatisme, pour sortir du tête-à-tête avec le FN. Complètement absente de l'hémicycle, la gauche reste un interlocuteur pour le nouveau président, sauf les écolos. Mais Xavier Bertrand consulte régulièrement le socialiste Pierre de Saintignon. Et aussi le communiste Fabien Roussel: «Il entend notre exigence du Made in Hauts-de-France, pour l'industrie régionale. On se retrouve sur le ferroviaire ou l'automobile. Il est à l'écoute.» Sur la culture, marqueur de gauche, il donne des gages budgétaires. Sur-tout, l'ex-ministre de Sarkozy transgresse les lignes tenues par sa famille politique. Ainsi quand un Laurent Wauquiez en Auvergne-Rhône-Alpes rejette le plan 500000 formations de François Hollande, lui signe des deux mains. Si c'est bon pour la région, qu'importe la couleur politique... La région est devenue l'échelon pertinent d'un Xavier Bertrand qui ne veut plus se laisser lire au prisme parisien. «Il a été marqué par la campagne. Les gens l'interpellaient de manière directe, très cash sur leur quotidien. Ça ne l'a pas quitté», affirme Alexandre Brugère, son directeur de cabinet. Dans cet esprit, Xavier Bertrand mul-

tiplie les déplacements. À Calais, dans les usines, les exploitations agricoles. Lors de ceux-ci, il ne manque pas une occasion de vérifier auprès de tel ou tel salarié s'il a demandé la prime de transport qu'il a mise en place au début de l'année, «vend» sa future aide à la garde d'enfants. Les schémas régionaux que l'institution doit remettre 100-fois sur le métier l'ennuient. La stratégie à long terme l'intéresse moins que le concret immédiat, y compris en bricolant, comme pour Proch'emploi. «Son fil rouge est resté le travail, avec le souci de l'efficacité et de la proximité», insiste Alexandre Brugère. Plus «maire» que «président» au fond. «Il confond action et communication», pointe régulièrement Philippe Eymery (FN). Un an après, c'est plus que jamais l'obligation de résultat qui sera le juge de paix. «Il personnalise tellement la gouvernance de la Région qu'il met les acteurs en attente. Si ça marche, il en récoltera les lauriers», analyse Frédéric Motte. Avant de poursuivre: «Si ça ne fonctionne pas...» L'odeur de la poudre pourrait resurgir. ■



## Le FN peine à être entendu et pour cause...

RÉGION. «Vous déciderez de la tonalité.» En ce 4 janvier, premier jour de nouvelle mandature, la fin de séance se tend. Fuse un «menteur» des rangs du FN et a lieu un échange crispé entre Marine Le Pen et Xavier Bertrand. Le président en conclut que c'est le FN qui donnera le ton. Et de l'aveu même de Sébastien Chenu, vice-président du groupe lepéniste, le début d'année n'a pas été «sobre». On vous repasse en accéléré les épisodes douloureux pour le débat démocratique: «Vous nous prenez pour des niaquoués», copyright FN. «J'ai dit, ils nous prennent pour des connards», dixit Natacha Bouchart, maire de Calais, un autre jour. Une séance qui se termine par une Marseillaise, une autre par le groupe FN quittant l'hémicycle de façon on ne peut plus théâtral. Ce jour-là, 26

avril, les élus FN ont, à moments très réguliers, tapé sur leur table, crié, filmé avec leur téléphone. Mme Le Pen a fait des bruits de succion quand Frédéric Leturque (UDI) a pris la parole. On se souvient aussi du joli mois de mars et des «Ceausescu, Nervis» ou du «on va demander un examen médical», de Philippe Eymery à l'endroit de Xavier Bertrand. Lequel n'est pas irréprochable: tendance autoritaire, volontiers narquois, en tandem avec Gérard Darmanin. Puis les choses se sont calmées. «Ce n'était pas glorieux», concède aujourd'hui Philippe Eymery, même s'il impute la faute à son adversaire. La démocratie y a gagné et le FN un peu aussi. À l'occasion par des voix nouvelles, telle Agnès Caudron, agricultrice qui porte la voix sur ces questions, parfois autocentrée, mais passionnée.

Ou Alexis Salmon, calme, qui va par exemple interroger sur l'opportunité de la fibre dans le déploiement du très haut débit. Telle une opposition «classique». Mais peut-elle l'être? Sébastien Chenu n'a pas tort de noter que la majorité fera tout pour ne jamais avoir à adopter une proposition ou une motion du FN, sa seule opposition. Mais cet ancien UMP fait mine de considérer comme anecdotique quand, par exemple, son président de groupe, Philippe Eymery se fait hargneux, outrancier, pire, quand il parle immigration. Lui qui dit qu'il ira «certainement» au bar de la Citadelle de l'ultradroite lilloise. Malgré ses efforts, cette opposition-là peut-elle être considérée comme une autre? La réponse est non. LAURENT DECOTTE ■



## Aujourd'hui, c'est le premier «vrai» budget

**L**a nouvelle majorité avait insisté en avril: le budget 2016 n'était pas réellement le sien car plombé par l'ardoise laissée par la gauche, en particulier en Nord-Pas-de-Calais. Il fallait attendre le budget 2017 pour la juger. C'est le D-Day. Xavier Bertrand et sa majorité ont rendu une première copie fin novembre avec le rapport d'orientations budgétaires (ROB). Aujourd'hui, on entre au cœur du sujet avec le vote du budget. Le conseiller délégué, Jean-Pierre Bataille, va se féliciter de la baisse de 123 millions des dépenses de fonctionnement par rapport à 2016. Tout en ne pouvant nier qu'elles ont une

forte part quasi artificielle. Il s'agit, détaille-t-il, d'une queue de facture à la SNCF payée en avril et dont la Région n'a donc plus à s'acquitter: 50 millions. Et 40 millions lâchés exceptionnellement en 2016 dans le cadre du plan 500000 formations. Vous y ajoutez 10 millions de dépenses «exceptionnelles» pour les ports de Calais et Boulogne. Reste «quelques millions en moins», pour des lycées de Picardie, dont les «fonds de réserve étaient un peu trop élevés». Un pur «alignement sur le Nord-Pas-de-Calais». Et puis «un à deux millions» sur les moyens de l'institution. Pour le reste, les promesses de réévalua-

tion des politiques et les économies qui vont avec? «Je demande encore un peu de patience», temporise M. Bataille. «Ont été promis 300 millions d'économies par an entre 2015 et 2021, on en est loin, relève Philippe Eymery, du FN. Et c'est normal, il n'y a pas d'inflexion forte de la nouvelle majorité qui poursuit la gestion socialiste.» Au CESER (société civile), on va déplorer ce jour un certain flou qui empêche de comparer d'année en année et poste par poste. Flou parce que...? À Xavier Bertrand de démontrer que non. L. D. ■



## Xavier Bertrand, le " maire " sans étiquette

Le président aime se dire proche de ses administrés et loin des querelles partisanes et parisiennes

Balayée. En cette fin du mois de décembre 2015, la gauche est à terre en Hauts-de-France. La nouvelle grande région, union du Nord-Pas-de-Calais et de la Picardie, est passée à droite. Son nouveau président, Xavier Bertrand (Les Républicains), n'affrontera qu'une seule force d'opposition dans l'hémicycle : les 54 élus du Front national. L'ancien agent d'assurances sait qu'il n'y aurait pas eu de victoire sans les voix des électeurs de gauche, déterminés à faire barrage à la candidate Marine Le Pen.

Pour réussir, Xavier Bertrand sait aussi qu'il lui faut une dynamique générale qui dépasse les clivages politiques. " *Si j'échoue avec mes amis, l'alternance risquerait de se faire avec le FN* ", explique-t-il. Fort de ce constat, Xavier Bertrand et son équipe assurent vouloir diriger la troisième région de France hors du traditionnel clivage politique droite-gauche. L'ancien ministre (sous Dominique de Villepin et François Fillon) l'a annoncé dès janvier : il réunira une fois par trimestre les parlementaires régionaux et les élus des grandes collectivités pour évoquer avec eux les sujets du territoire, car il ne " *peut y avoir de pouvoir sans contre-pouvoir* ", dit-il. Le conseiller régional frontiste Philippe Eymery estime de son côté qu'il y a " *une opposition, le FN, mais une cogestion UMPS* ".

De Lille à Amiens, en passant par les territoires ruraux reculés, Xavier Bertrand, VRP des Hauts-de-France,

rencontre chefs d'entreprise, travailleurs et élus de tous bords. " *J'applique mon projet et je me moque des étiquettes politiques*, confie l'élue hyperactif. *Il n'y a pas de -cogestion - avec la gauche - . Ni de shadow cabinet. Mais j'ai une boussole qui est l'intérêt régional.* " Ainsi, il a par exemple décidé de garder les plateformes de l'emploi initiées par l'ancien vice-président Pierre de Saintignon et de les étendre à la Picardie. Xavier Bertrand écoute les grands élus -socialistes. Et leur tendre la main et une oreille attentive permet d'éviter bien des critiques.

Environ chaque mois, il rencontre M. de Saintignon, candidat malheureux du PS aux dernières régionales. " *Ils voient ensemble tous les dossiers sur la table* ", confirme Martine Aubry. La maire de Lille a elle aussi l'occasion d'échanger avec Xavier Bertrand. " *Je lui dis ce que je pense, je lui parle des projets de la ville.* " Jamais les agents du conseil régional n'avaient l'occasion de croiser la dame des 35 heures dans les couloirs de l'hôtel de région sous l'ère du président socialiste Daniel Percheron : les relations étaient trop tendues. " *Aubry, je m'entends bien avec elle. Mais je m'entends bien aussi avec des mecs de droite* ", blague Xavier Bertrand avec son équipe.

L'ancien candidat du Front de gauche Fabien Roussel a également plus de contacts avec le nouveau président de droite qu'avec l'ancien de gauche. " *Il est présent et accessible*, confirme

le secrétaire fédéral du PCF du Nord. *La gauche n'est pas représentée dans l'assemblée mais on a des échanges pour défendre nos dossiers sur l'avenir de l'industrie ferroviaire et automobile.* " Xavier Bertrand veut faire de la région le Toulouse du ferroviaire. Comme le communiste Fabien Roussel, le gaulliste veut décrocher la commande du siècle (construction de 270 rames de RER nouvelle génération pour l'agglomération parisienne) et faire tourner à plein les usines nordistes de Bombardier et Alstom. " *On a la même ambition : que l'industrie reste sur -notre territoire* ", insiste l'élue communiste. Mais, prudent, il ajoute : " *Après, il faudra juger sur les résultats à mi-mandat.* "

Le capitaine Bertrand laisse son lieutenant Gérard Darmanin (directeur de campagne de Nicolas Sarkozy) taper sur le PS. Dès le lendemain des élections régionales, il avait lâché son mandat de député et renoncé à participer à la primaire de la droite pour se consacrer aux Hauts-de-France. Guère enthousiasmé par la campagne, le " *maire de la nouvelle grande -région* " n'a pas désigné de favori. " *Il souhaite se tenir à l'écart, il refuse d'être instrumentalisé* ", explique son entourage. Il considère que la classe politique n'a toujours pas pris la -mesure de la situation du pays et de l'exaspération des citoyens. " *Les politiques à Paris sont tous obnubilés par la primaire, sur le thème "on va gagner face à Hollande tellement il est faible" mais ils sont à côté*, confie l'élue à ses proches. *Les Français n'en peuvent plus. Et je pense*

que Marine Le Pen peut un jour l'emporter. " Il a finalement voté François Fillon aux deux tours de la primaire.

L'été dernier, quand un candidat à la primaire annonçait vouloir baisser le déficit, il ironisait en petit comité : " Ouah, face à un smicard, ça vend du rêve. " Quand un autre candidat vantait la culture et les racines de notre pays, il lançait : " Va dire ça aux parents d'un handicapé ! ", déplorant la distance entre les préoccupations des électeurs et les programmes de la droite. Xavier Bertrand préfère se positionner au-dessus des partis : " *Le ton en politique est souvent inutilement agressif ou blessant, même vis-à-vis du FN. On n'a pas besoin d'être dans ce registre-là.* "

L'écologiste Sandrine Rousseau, ancienne conseillère régionale, n'a, elle, pas oublié les propos acerbes du candidat anti-éoliennes -Xavier Bertrand. Le partenaire des chasseurs

avait qualifié les écolos de " *Khmers verts* " lors de sa campagne. " *La politique environnementale est nulle et rétrograde*, gronde Sandrine Rousseau. *On est en train de prendre 30 ans de retard !* " Bien décidé à accueillir un nouvel EPR en plus de la centrale de Gravelines, l'ancien ministre de la santé ne semble pas sensible aux voyants rouges de la région concernant la pollution. L'ancienne terre minière, métallurgique et industrielle des Hauts-de-France fait pourtant des ravages sur la santé des habitants.

Mais sa priorité reste l'emploi. Coûte que coûte. Pour diriger ce territoire miné par le chômage (12,3 %) et si proche de basculer à l'extrême droite, Xavier Bertrand a fait de ce thème son axe de travail. Pour cela, le Picard multiplie les rencontres. " *Il s'investit énormément*, reconnaît Philippe Vasseur, ancien ministre d'Alain Juppé, récemment nommé commissaire à la réindustrialisation

des Hauts-de-France. *Il est partout, et il a un langage qui passe bien auprès du monde économique.* " La région est devenue un important guichet d'aides aux entreprises et un nouveau Pôle emploi.

A l'heure où les Français sont invités à délaissier leur voiture pour les transports en commun, il a choisi d'accorder 240 euros par an aux Nordistes qui travaillent à plus de 30 kilomètres de leur travail et percevant un salaire net inférieur ou égal à deux fois le smic. Une mesure phare, et " *concrète* " insiste-t-il, qui fait mouche auprès des habitants de la France d'en bas. Dans quelques semaines, il lancera sur le même modèle une aide financière pour la garde d'enfants. Une vraie politique de gauche ?

**Laurie Moniez ■**

*par Laurie Moniez*



## La Région vote son premier vrai budget

Un peu plus de 120 M€ d'économies sur les dépenses de fonctionnement, 47 M€ de moins sur l'investissement. Et ce n'est qu'un début... À quinze jours du premier anniversaire de son accession au perchoir régional, Xavier Bertrand fait voter ce mardi le budget 2017 de la région Hauts-de-France. Le premier dont la nouvelle majorité LR-UDI a réellement la maîtrise. Et encore, Jean-Pierre Bataille, rapporteur du budget, relativise: «Il faut se souvenir que nos prédécesseurs en Nord-Pas-de-Calais avaient pris, au cours du dernier trimestre 2015, des engagements à hauteur de 1,5 milliard d'euros, alors qu'il n'y avait pas un sou en caisse...» Ces mesures antérieurement décidées vont faire l'objet d'un examen serré et on peut s'attendre à ce que bien des porteurs de projets ou associations à qui l'on avait beaucoup promis, restent sur leur faim.

### Le personnel se serre la ceinture

Car entre-temps, la droite fait ce qu'elle avait annoncé: elle taille dans des dépenses jugées excessives. «L'exercice s'en trouvera facilité cette année parce que nous n'aurons plus un certain nombre de dépenses auxquelles nous avons dû faire face en 2016». Parmi lesquelles une ardoise de 50 M€ laissée par la précédente majorité à la SNCF pour l'année 2015. La région «économisera» par ailleurs 40 M€ sur la formation professionnelle grâce au lancement du plan 500000 formations de l'État. «Ceci, en dépit du fait que nous avons porté à 58 000 contre 50 000 l'année précédente, le nombre de parcours de formation», rappelle le rapporteur du budget. Reste que l'exercice ne sera pas simple. La Région ambitionne de réduire d'ici 2021 ses dépenses de fonctionnement de 230 M€: «En réalité, c'est bien plus si l'on tient compte des dépenses nouvelles liées aux politiques que nous mettons en place», rappelle Jean-Pierre Bataille. Aide triplée aux chefs

d'entreprise qui forment des apprentis, aide individuelle au transport, aides aux entreprises... La nouvelle majorité s'est donc fixée pour objectif de passer au crible l'ensemble des politiques menées précédemment pour la fin de premier semestre. Le but étant d'en définir de nouvelles mais avec en toile de fond, cette obsession de la rigueur qui l'amènera aussi à limiter à 1% l'augmentation de la masse salariale en 2017. «C'est indispensable, explique Jean-Pierre Bataille. Une étude montre qu'en Nord-Pas-de-Calais, nous dépensions en moyenne 15€ de plus par habitant pour le personnel. Multiplié par 4000 personnes, cela représente 60 M€». On l'a compris, les effectifs s'inscriront dans une tendance baissière, même s'il est peu probable qu'on ait le détail dans le cadre du vote de ce budget. Mais la marque est là. Celle d'une droite qui se veut moins dans le saupoudrage et la redistribution, et davantage dans la relance de l'activité et de l'emploi grâce à des aides ciblées. PH. FLUCKIGER ■





## Législatives: Yvan Hutchinson, futur suppléant de Karine Charbonnier?

**P**AR GILLES CONTRAIRE  
armentieres@lavoixdunord.fr  
armentierois. Quand on les avait vus arriver ensemble à la rédaction pour leur premier point presse commun avant les élections régionales de 2015, on s'était dit que le parti LR tenait là un ticket au potentiel intéressant dans l'Armentierois. D'un côté, une femme d'entreprise dynamique et médiatique, de l'autre, un maire d'une commune rurale rôdé aux joutes politiques.

### «Une vraie complicité»

Depuis, Yvan Hutchinson a été élu conseiller régional et Karine Charbonnier vice-présidente de la Région. L'Armentieroise, figure montante de la droite républicaine dans la région, briguera également, dans six mois, le poste de députée de la 11e circons-

cription. C'était en juin. Karine Charbonnier, en bonne chef d'entreprise, s'était immédiatement entourée d'un directeur de campagne. Et pas n'importe lequel puisqu'il s'agit du maire de Prêmesques. On pensait alors que les cartes avaient été distribuées. Que le poste de suppléant serait inévitablement proposé à un élu ou militant lillois ou lommeis, histoire d'assurer une couverture des cantons de la circonscription. La situation n'est en réalité pas si figée. Karine Charbonnier ne cache pas sa bonne entente avec Yvan Hutchinson, évoquant «une vraie complicité et complémentarité.» Elle, l'urbaine réputée pour son savoir-faire dans le monde de l'entreprise; lui le maire rural davantage attaché aux questions de sécurité. «Nous avons des profils complémentaires. Il a aussi peut-être une connaissance plus fine

du territoire et une plus grande expérience politique», commente la candidate. Pour autant, l'Armentieroise ne cherche pas à imposer son actuel directeur de campagne. Karine Charbonnier sait que des négociations vont bientôt s'ouvrir entre Les Républicains et ses partenaires du centre. Un des scénarios plausibles, d'ailleurs, est que le poste de suppléant soit proposé au centriste lillois Thierry Pauchet. «Un homme que j'apprécie beaucoup, glisse Karine Charbonnier, tout en ajoutant: il a un profil peut-être un peu plus urbain, comme le mien.» Yvan Hutchinson, lui, assume son envie. Former un tandem pour les législatives ? «Oui, j'y pense en me rasant», sourit le maire de Prêmesques. Le nom du suppléant de Karine Charbonnier devrait être connu d'ici à la fin janvier. ■



## COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

## Les régions, laboratoires de la droite pour 2017

Un an après la victoire de la droite, austérité, abandon de la politique écologique et montée de courants réactionnaires semblent partagés par tous ces nouveaux barons, en cohérence avec le programme de Fillon.

« Parler vrai » et « agir vite ». Ce slogan, choisi par Bruno Retailleau lors de la campagne des régionales, l'an passé, a manifestement plu à François Fillon, qui prône, lui, le « courage de la vérité » et le « blitzkrieg » social. Le sénateur vendéen ne se contente pas d'inspirer le programme ultralibéral et réactionnaire du candidat de la droite à la présidentielle. Il l'expérimente, et le met en œuvre dans sa région depuis le 13 décembre 2015, date de son élection à la tête du conseil régional des Pays de la Loire. « La première version du budget 2017, soumis au vote cette semaine, prévoit une baisse de 7 % des dépenses de fonctionnement, et une réduction de 10 % des budgets destinés aux associations et aux partenaires sociaux. Cela signifie une destruction de nombreux emplois dans les mois qui viennent », alerte Francine Desnos, secrétaire du comité régional CGT Pays de la Loire. L'aide versée aux lycéens pour acheter un ordinateur ou le passe santé qui permettait aux étudiants de se payer une mutuelle sont aussi jetés aux oubliettes. Et ce n'est qu'un début. A l'instar de François Fillon, qui promet une réduction de la dépense publique de 100 milliards d'euros au niveau national, Bruno Retailleau a déjà annoncé une baisse de 100 millions d'euros des dépenses de fonctionnement de la région. Il espère des économies d'un montant similaire sur les investissements.

Il n'y a pas que sur les terres de François Fillon que l'on s'est converti à l'extrême rigueur. En Paca aussi, Christian Estrosi est le « bon élève de l'austérité », dénonce Jean-Marc Coppola, ancien vice-président pcf de la région jusqu'en 2015. « Depuis un an, poursuit-il, c'est restriction sur tous les budgets concernant les lycées, la formation professionnelle, l'économie sociale et solidaire et le fonctionnement des TER. » Au total, ce sont 2,06 millions d'euros de crédits qui ont été supprimés.

Valérie Pécresse, qui vient de se rabi-bocher avec François Fillon, a quant à elle sabré 75 millions d'euros du budget destiné aux associations. « Peu d'entre elles se sont mobilisées publiquement, car elles espéraient jusqu'au dernier moment percevoir des aides. C'est maintenant qu'elles vont en ressentir les effets », rapporte Céline Malaisé, présidente du groupe Front de gauche au conseil régional d'Île-de-France.

Les nouveaux barons de la droite rejettent la faute sur l'état, qui a, il est vrai, baissé la dotation globale de fonctionnement destinée aux régions de 450 millions d'euros en 2016. « Mais à aucun moment Valérie Pécresse n'a voulu mener la bataille sur ce point », rappelle Céline Malaisé. Bien au contraire. La présidente de la région Île-de-France mène tambour battant une réorganisation des services. Cela va entraîner des suppressions de postes, soutiennent les syn-

dicats des agents régionaux, qui ont organisé une grève en octobre dernier. Même management brutal du côté de la région Paca, où les agents sont clairement mis sous pression. Près de 150 départs en retraite ne seront pas remplacés. A Nantes, les suppressions d'emplois publics sont clairement assumées par Bruno Retailleau, qui a clamé haut et fort son intention de « dégraisser le mammoth régional ».

« Mais ce n'est pas l'austérité pour tout le monde », prévient Yvic Kergrac'h, représentant CGT au Ceser des Pays de la Loire : « Les aides aux entreprises et à l'enseignement privé vont être augmentées, tout comme les subventions destinées au transport routier, préféré au ferroviaire. » Si Christian Estrosi n'a aucun mal à supprimer les passes santé et culture, permettant d'ouvrir des droits aux plus jeunes, il n'a pas hésité à donner 30 millions d'euros au privé pour faire revenir un grand prix de formule 1 dans le Sud-Est. Valérie Pécresse donne des millions à de grandes entreprises mais raye d'un trait de plume l'Atelier, centre de ressource de l'économie sociale et solidaire. Ce secteur, avec les services publics et les réseaux associatifs, est le grand oublié du schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation (SRDEII). « Parmi les plus touchés, on retrouve les associations luttant pour l'égalité femme-homme », rapporte Cécile

Cukierman, élue communiste d'opposition en région Auvergne-Rhône-Alpes. Là-bas, Laurent Wauquiez compte baisser de 30 % le financement du passe contraception, géré par le planning familial. Ce dispositif, qui permet à des jeunes d'accéder gratuitement à des moyens de contraception, a été supprimé du jour au lendemain en Île-de-France. « On a vu débarquer, bien avant l'élection de François Fillon, de nombreux élus qui avaient participé aux manifs contre le mariage pour tous et appartenant au courant Sens commun. Très mobilisés, ils sont en bonne place dans l'exécutif régional pour mener leur combat idéologique », atteste Céline Malaisé.

Ultralibérales en économie et conservatrices sur les questions sociétales, ces nouvelles majorités partagent un autre point commun : attaquer les mécanismes destinés à réduire les inégalités territoriales. Le surplus de financements alloués aux zones populaires en région parisienne a été purement effacé. L'une des premières

mesures prises par Christian Estrosi fut d'alléger les pénalités mises en place à l'encontre des communes qui ne respectaient pas la loi SRU.

« Partout, ils veulent en finir avec l'ingénierie de projet, avec des techniciens chargés d'animer une politique territoriale, pour passer à une logique de guichet, versant directement des fonds aux associations ou aux acteurs locaux. Avec un grand risque de politique clientéliste », alerte Cécile Cukierman.

Enfin, ils sont tous d'accord pour passer au napalm toutes les politiques environnementales. « Notre association a perdu 100 % de subventions en Île-de-France et en Auvergne Rhône-Alpes », raconte Lucie Sourice, de Terres de liens, qui se bat pour sauvegarder des terres agricoles et promouvoir l'agriculture paysanne. Idem pour les Amap et les réseaux promouvant le bio, qui voient leur financement reversé aux chambres d'agriculture, tenues par les FNSEA.

Au-delà des différences de personnalités entre ces nouveaux seigneurs locaux, « leurs décisions, mises bout à bout, dégagent une vraie cohérence nationale », résume Céline Malaisé. Depuis leurs puissantes régions, renforcées par la réforme territoriale, Laurent Wauquiez, Valérie Pécresse, Christian Estrosi ou Bruno Retailleau peuvent même lancer des ballons d'essai. Y compris lorsque cela ne relève pas de leur compétence. Laurent Wauquiez tente d'imposer une contrepartie au RSA, en obligeant les bénéficiaires à suivre une formation. Valérie Pécresse réfléchit à créer une « charte de la laïcité » pour conditionner les aides à ce qu'elle appelle le respect d'une laïcité « intransigeante » et l'égalité homme-femme. Des procédés discriminatoires qu'il sera difficile de mettre en œuvre. Quant à Bruno Retailleau et Christian Estrosi, ils réfléchissent à déléguer la gestion des TER à des sociétés privées. François Fillon, certainement, suit tout cela de près. ■

*par Pierre Duquesne*



---

---

# POLITIQUE NATIONALE

---

---

## Les questions de société divisent le FN

Déjà apparue au moment des « manifs pour tous », l'opposition entre Marine Le Pen et Marion Maréchal-Le Pen a resurgi autour de la question du remboursement de l'interruption volontaire de grossesse.

Pour que Marine Le Pen elle-même reconnaisse une « petite friction » et l'existence de « sensibilités différentes » au FN, c'est que les échanges internes ont été vifs sur la forme et la division réelle sur le fond. La controverse est venue d'un entretien de Marion Maréchal-Le Pen au quotidien d'extrême droite Présent, le 5 décembre. « Il faudra revenir sur le remboursement intégral et illimité de l'avortement car les femmes sont des êtres responsables qui doivent être traités comme tels », a déclaré la députée FN. Cette position était autrefois celle de Marine Le Pen, qui déclarait notamment dans La Croix, le 15 février 2011, qu'il fallait « cesser de rembourser l'avortement » puisqu'« il existe suffisamment de moyens de contraception aujourd'hui ».

La candidate à l'élection présidentielle est dorénavant d'un autre avis. « Il n'y aura aucune modification, ni du périmètre, ni de l'accès, ni du remboursement de l'IVG », martèle depuis une semaine l'intéressée. Une polémique en définitive pas forcément électoralement inutile selon ses proches. « Plus de la moitié des Français était persuadée du contraire, cela lui a permis de clarifier précisément les choses », se félicite l'un d'eux. La présidente du FN a tenté de justifier sa volte-face en expliquant qu'il s'agissait à l'époque d'une « concession à l'égard de ceux qui avaient voté pour Bruno Goll-

nisch ». En janvier 2011, Marine Le Pen avait en effet été élue à la présidence du FN par 68 % des suffrages exprimés contre 32 % à Bruno Gollnisch.

S'il a toujours existé différentes sensibilités au FN, il n'a qu'une seule ligne, celle fixée par son chef, Jean-Marie Le Pen puis Marine Le Pen. La contester, c'est risquer d'en être exclu. Idéologiquement en phase avec Marion Maréchal-Le Pen dans tous les domaines, le petit parti Souveraineté, identité et libertés (SIEL) en a ainsi tiré de lui-même les conséquences en se retirant, en novembre, du Rassemblement Bleu Marine.

« Je ne vois pas ce qui pourrait me faire changer d'opinion », a néanmoins averti la jeune députée dans un entretien au Journal du dimanche. Avant d'insister : « Il n'y a pas eu de débats en interne. Marine Le Pen a décidé que cela ne ferait pas partie du projet pour la présidentielle. Cela n'interdit pas que des députés, demain, fassent des propositions de loi. » En clair, Marine Le Pen à l'Élysée pourrait, comme François Hollande, se trouver confronter à des « frondeurs » issus de sa propre formation. De fait, sur les sujets de société, deux lignes s'affrontent au FN. Celle de Marine Le Pen, souvent qualifiée par ses détracteurs de « ligne Philippot » afin de ne pas attaquer frontalement la présidente du parti, et celle portée par Marion Maréchal-Le Pen.

Depuis 2012, plusieurs épisodes ont jalonné cette opposition. Si le FN n'a jamais appelé à participer aux « manifs pour tous », une délégation s'y est malgré tout rendue à chaque fois. S'est ensuite posée la question de la création d'un prolongement lepéniste de « La manif pour tous », sur le modèle de Sens commun chez Les Républicains. Cette création ayant été refusée au sein du Rassemblement Bleu Marine, le Cercle Fraternité a finalement été lancé, en octobre, sous l'égide du plus discret Club Idées Nation de Louis Aliot.

Mais les sujets de société ne sont pas les seuls à diviser le FN. Dans le domaine économique, par exemple, Marion Maréchal-Le Pen est davantage libérale en politique intérieure, ce qui la rapproche de la droite dont elle se revendique d'ailleurs. Nul ne sait cependant ce que pèsent en interne les deux lignes, Marine Le Pen ayant été réélue sans concurrent à sa présidence en novembre 2014. Lors de ce même congrès, Marion Maréchal-Le Pen avait été la mieux élue au comité central. De toute façon, les uns et les autres se retrouvent sur les marqueurs du parti d'extrême droite, de l'abrogation du droit du sol à la « préférence nationale ». ■

*par Laurent De Boissieu*



REPÈRES

## IVG, l'évolution des programmes du FN

**E**n 2002 : « Les lois sur l'IVG seront abrogées . »

En 2007 : « La législation mise en place depuis la loi Giscard-Chirac-Veil ne répond pas aux objectifs initialement fixés par le législateur : protéger la vie et répondre à la détresse des femmes ayant recours à l'avortement (..) Nous nous enga-

geons à demander aux Français, par voie référendaire à la fin du quinquennat (..) l'inscription dans les textes (..) du caractère sacré de la vie et l'affirmation du droit de la personne à être protégée par la loi de sa conception à sa mort naturelle. »

En 2012 : « Le libre choix pour les femmes doit pouvoir être aussi celui

de ne pas avorter : une meilleure prévention et information sont indispensables, une responsabilisation des parents est nécessaire, la possibilité d'adoption prénatale doit être proposée, une amélioration des prestations familiales pour les familles nombreuses doit être instaurée. » ■

*par Laurent De Boissieu*



---

---

# VIE DES RÉGIONS

---

---

## Un nouveau cycle pour les universités

### La réforme territoriale exerce une pression inédite sur les facultés et leurs laboratoires

La création de la région Grand-Est, produit de la réunion des anciennes -régions -Alsace, Lorraine et Champagne-Ardenne, va-t-elle accroître la concurrence entre ses universités ? Bien avant cette réforme territoriale, ces dernières étaient déjà soucieuses d'attirer les meilleurs étudiants. Les cinq établissements (Strasbourg, Haute-Alsace, Lorraine, Reims Champagne-Ardenne et l'université de technologie de Troyes, soit 140 000 étudiants et 8 000 enseignants-chercheurs) étaient engagés -depuis quelques années dans un processus de -fusion visant à leur faire -atteindre la " taille critique " de 50 000 étudiants : les trois strasbourgeoises se sont alliées en 2009 ; les trois nancéiennes et Metz constituent désormais l'Université de Lorraine (UdL). Mais les établissements doivent, à présent, s'adapter au nouveau périmètre régional.

*" Avant, pour une subvention, on négociait avec la région Alsace, qui nous connaissait bien ; nos collègues lorrains ou champenois faisaient de même avec leur conseil régional. Désormais, cinq universités se disputent les financements d'une seule région, -témoigne Michel Deneken, président par intérim de l'université de Strasbourg. Ça risque d'être plus difficile, il y aura des gagnants et des perdants ; en tout cas, il faudra se battre sur les projets, même si nous espérons que le soutien de la région à l'enseignement supérieur ne sera pas une soustraction mais une addition. "*

*" Nous avons un bon niveau de discussion avec la nouvelle région mais nous*

*sommes un peu dans l'expectative ; nous attendons ses premiers arbitrages ", reconnaît Pierre Mutzenhardt, président de l'UdL. " Nous subissons ce que nous appelons le tropisme -alsacien, s'inquiète un universitaire messin. On a l'impression que le nouveau conseil régional ne voit que Strasbourg. Ce n'est pas anormal, son administration est la même que celle qui, hier, faisait tourner la région alsacienne. Mais c'est ennuyeux... "*

Vice-présidente chargée de l'enseignement supérieur et de la recherche, Valérie Debord (LR) s'inscrit en faux et assure vouloir porter une " politique Grand-Est " dans ces domaines. *" Dans un monde globalisé, les universités cherchent à capter les meilleurs chercheurs et les étudiants les plus brillants. La concurrence peut exister à l'intérieur d'une région mais cette dynamique est -contre-productive. Nous cherchons au contraire à -encourager les rapprochements, chacune de nos universités ayant des atouts à faire valoir, des domaines de recherche où les coopérations sont souhaitables. "*

Certes, mais la grande région n'encourage-t-elle pas les filières à se livrer une compétition à outrance ? -Michel Deneken ne le pense pas. *" En -licence, la proximité reste le critère principal, le recrutement continue à se faire dans les bassins de population. Dans les masters et les écoles doctorales, où les places sont contingentes, la compétition est plus vive, c'est vrai, mais la concurrence est nationale et ce n'est pas nouveau ", -estime le président par intérim de l'université de*

Strasbourg. *" La grande région n'a rien changé à cet égard ", confirme Guillaume Gellé, président de l'université de Reims-Champagne-Ardenne ; son homologue de l'Université de Lorraine, Pierre Mutzenhardt, n'a " pas constaté de mouvements d'effectifs significatifs " à la dernière rentrée. " Bien sûr que les diplômés se font concurrence dans les domaines où la demande est forte, nuance Frédéric Géa, professeur de droit privé à Nancy (UdL). Les étudiants sont plus mobiles, plus attentifs à la qualité des formations mais le phénomène transcende les -régions. Ceux qui ont le choix n'hésitent plus à traverser la France pour intégrer le bon master 2. "*

Ce fut le cas d'Anne-Laure Cambon, fraîchement -diplômée de la faculté de Nancy où cette ancienne étudiante Erasmus a obtenu en septembre un master en droit du travail et de la protection sociale. -Formée à l'université Panthéon-Sorbonne, elle n'a pas hésité à quitter Paris, *" où les places sont chères ", pour rejoindre l'Université de Lorraine, " la mieux classée de province " pour le diplôme qu'elle convoitait. " J'aurais pu aller à Aix ou Bordeaux, mais je n'ai pas raisonné à l'échelle d'une région ", confie la jeune juriste.*

Frédéric Géa, qui fut son professeur, le confirme : il a reçu cette année pour son master plus de 600 demandes de toute la France, pour 25 places -offertes. *" Les classements qu'utilisent les étudiants sont -nationaux ", observe-t-il. Toutes les filières prisées des employeurs, et*



donc des étudiants, procèdent ainsi : le diplôme d'ingénieur de l'université de technologie de Troyes, les masters de l'Institut Jean-Lamour - (matériaux) en Lorraine, ou de la faculté de chimie de Strasbourg, par exemple, sont distingués dans tous les palmarès et opèrent une sélection nationale. Idem pour les écoles d'ingénieurs (la région en compte une trentaine, universitaires pour la plupart). Les antennes de Sciences Po Paris à Reims et Nancy ou les écoles de commerce font de même. " *La compétition est internationale* ", constate même Valérie Debord.

Attirer les meilleurs, se distinguer tout en " jouant collectif ", comme les territoires les y invitent ; répondre aux objectifs des politiques publiques sans heurter leur communauté scientifique : les nouvelles régions mettent les universités sous pression. La compétition se joue désor-

mais sur l'image et les financements, les deux aspects étant d'ailleurs liés. Dans cet environnement complexe et compétitif, les symboles ont en effet leur importance. L'université de Strasbourg communique dans la presse sur ses quatre Prix Nobel – dont le chimiste Jean-Pierre Sauvage, couronné cette année – tandis que l'Université de Lorraine se targue de sa 250e place au classement de Shanghai. L'innovation pédagogique est promue, à l'instar des stages sur robots chirurgicaux proposés à Strasbourg aux étudiants de l'Institut de recherche contre les cancers de l'appareil digestif. Nancy joue la carte du décloisonnement disciplinaire en réunissant, sur un même campus (Artem), son Ecole nationale supérieure d'art et de design, l'ICN Business School et les Mines.

" *Grand-Est nous ouvre à*

*l'international* ", se félicite Guillaume Gellé, de l'université de Reims-Champagne-Ardenne. " *Elle donne aux universités l'occasion de rationaliser leur politique de recherche et leur offre de formation. A condition de sortir des schémas autarciques et de renoncer à vouloir tout maîtriser dans sa maison* ", prévient Frédéric Géa. " *Une université qui soutiendrait le labo d'une autre université aurait aujourd'hui le sentiment de se tirer une balle dans le pied alors que la recherche a besoin de se déployer dans un espace plus large, au sein d'une communauté scientifique, et non dans des organisations pyramidales et cloisonnées* ", insiste ce professeur de droit.

**Nicolas Bastuck ■**

*par Nicolas Bastuck*



## Enseignement supérieur : la conquête des pôles

Soucieux de donner des gages d'unité à leur nouvel interlocuteur régional, les cinq présidents des universités du Grand-Est ont entamé un " dialogue " -informel et jeté les bases d'une stratégie commune. " Pas question de créer un nouveau machin, prévient Pierre Mutzenhardt, président de l'Université de Lorraine. *Mais nous nous parlons régulièrement, avec la volonté de mieux coordonner nos actions.* " " Des points de convergence devront être trouvés entre nos pôles universitaires, c'est évident, prévient Valérie Debord, vice-présidente de la région. *La recherche et l'enseignement supérieur -constituent la clé du schéma régional de développement économique que nous voulons -défendre* ". Porter les investissements pour la recherche à 3 % du PIB régional ; développer le numérique ; renforcer les coopérations internationales dans ce territoire aux quatre frontières ; -conserver un leadership pour la formation

des ingénieurs... Les universités sont invitées à s'inscrire dans ce plan, pour espérer des crédits.

Saine émulation

Ainsi, l'université de Reims-Champagne-Ardenne a mis en avant ses filières d'excellence (les agrosciences, les biotechnologies...) pour obtenir de la région un financement substantiel afin de rénover ses campus (44 millions d'euros sur un total de 77). Avec son homologue de l'université de Haute-Alsace, son président, Guillaume Gellé, planche à présent sur une offre de formation commune, dans le domaine des sciences de la vigne et du vin. A Nancy, le Pr Marc Braun, doyen de la faculté de médecine, a valorisé son école de chirurgie, une structure unique en France, pour obtenir une aide de 12 millions d'euros et booster son projet d'hôpital virtuel. " *Il ne faut pas se le cacher, la concurrence existe, en recherche clinique et pour at-*

*tirer les internes les mieux classés au concours national (ECN). J'y vois une saine émulation. Celle-ci doit nous -inciter à investir dans les domaines où nous excellons et nous encourager à nous rapprocher sur d'autres programmes, je pense à l'insuffisance cardiaque ou à la sclérose en plaques, qui nécessitent des cohortes de malades importantes et où des associations existent déjà avec Strasbourg*", évoque ce neuroradiologue. " *Les universités -doivent cultiver leurs domaines d'excellence dans leurs laboratoires, offrir une large palette d'enseignements au départ et différencier leur offre en master* ", préconise Richard Lioger, professeur d'ethnologie à Metz et ancien vice-président de la Conférence des présidents d'université.

**N. Bk ■**

par N. Bk

